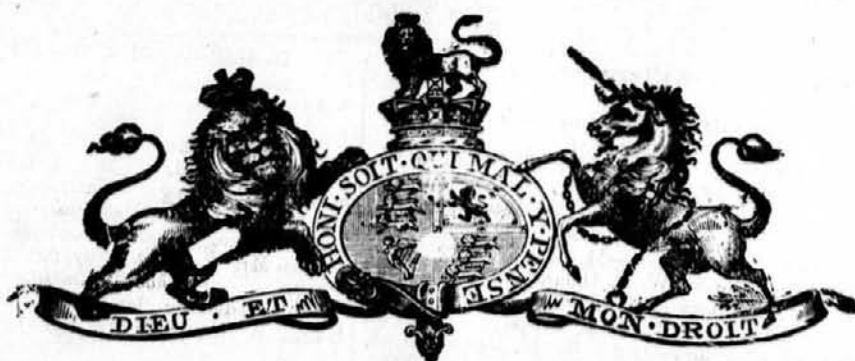




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 29 AVRIL 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

807

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 avril 1899, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Montréal, MM. John Barry, 526 rue Cadieux, Montréal, et François Théophile Leroux, de St Joseph de Soulanges, comté de Soulanges.

1593

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 avril 1899, de nommer M. J. A. Mercier, agent, de la cité de Montréal, inspecteur des Sociétés de secours mutuels, en vertu de la section 1 du chap. 32 de 62 Vict., Art. 3104e.

1595

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 avril 1899, de nommer M. Joseph Elzéar Pouliot, avocat, de la ville de Fraserville, shérif du district de Kamouraska, aux lieu et place de M. F. A. Sirois, décédé.

1613

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29th APRIL, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

808

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th day of April, 1899, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs John Barry, 526 Cadieux street, Montreal, and François Théophile Leroux, of St-Joseph de Soulanges, county of Soulanges.

1594

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of April 1899, to appoint M. J. A. Mercier, agent, of the city of Montreal, inspector of mutual benefit societies, in virtue of section 1, of chap. 32 of the 62 Vict. Art. 3104e.

1596

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th April, 1899, to appoint Mr. Joseph Elzéar Pouliot, advocate, of the town of Fraserville, sheriff of the district of Kamouraska, instead and place of Mr. F. A. Sirois, deceased.

1614

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nominations de syndic et commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 27 avril courant, 1899, de faire les nominations suivantes, savoir :

Syndic d'écoles.

Melbourne, Richmond.—M. James Ashmore en remplacement de M. W. P. Delaney, décédé.

Commissaire d'écoles

Sainte-Adélaïde de Pabos, Gaspé.—M. John Hamilton, en remplacement de M. John Garret, absent. 1625

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que par
Proc. Général. l'article 1362 des
statuts refondus de la province de Québec, il est,
entre autres choses décrété que le lieutenant-gou-
verneur en conseil pourra désigner, par proclama-
tion, un jour qui sera observé comme "JOUR DES
ARBRES," pour la plantation des arbres ;

ET ATTENDU que le climat de Notre Province de
Québec n'est pas uniforme et qu'il ne conviendrait
pas de fixer le même jour dans toute la province
pour la plantation des arbres, Nous avons jugé à
propos de diviser Notre dite province pour les fins
du dit article en deux sections, qui seront appelées
respectivement la "DIVISION OUEST" et la
"DIVISION EST," et de désigner un jour diffé-
rent pour chacune de ces divisions, comme "JOUR
DES ARBRES."

A CES CAUSES, Nous avons réglé et ordonné, et
par les présentes régions et ordonnons que MER-
CREDI, le TROISIÈME jour du mois de MAI
prochain sera observé comme "JOUR DES AR-
BRES," dans la division ouest susdite, savoir : dans
les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Ber-
thier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton,
Deux Montagnes, Drummond, Hochelaga, Hunting-
don, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie,
L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi,
Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac,
Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sher-
brooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe,
Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Ri-
vières, Vaudreuil, Verchères et Yamaska ; et que
MERCREDI, le DIXIÈME jour du mois de MAI
prochain, sera observé comme "JOUR DES
ARBRES," dans la division est susdite, savoir :
dans les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse,
Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi,
Dorchester, Gaspé, Kamouraska, Lac Saint-Jean,
Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic,
Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf,
Québec (citée), Québec (comté), Rimouski, Saguenay,
Saint-Sauveur, Témiscouata et Wolfe.

Et par les présentes, Nous recommandons instam-
ment à tous les habitants de notre dite province de
consacrer les jours ci-dessus désignés à la planta-
tion des arbres ; et Nous prions toutes les corporations
municipales, religieuses et scolaires de coopérer au
succès de cette œuvre qui promet, dans un avenir
prochain, des résultats importants.

De toutes que dessus tous Nos fœux sujets et

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of trustee and school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR
has been pleased, on the 27th of April, 1899, to
make the following appointments, to wit :

School trustee.

Melbourne, Richmond.—Mr. James Ashmore to
replace Mr. W. P. Delaney, deceased.

School Commissioner.

Sainte-Adélaïde de Pabos, Gaspé.—Mr. John
Hamilton, to replace Mr. John Garret, absent. 1626

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen,
Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS by arti-
Atty. General. cle 1362 of the
revised statutes of the province of Quebec, it is,
amongst other things, enacted that the lieutenant-
governor in council may appoint, by proclamation,
a date to be observed as "ARBOR DAY," for the
planting of trees ;

WHEREAS that the climate of Our province of
Quebec is not uniform, and it would not be proper
to establish the same day throughout the province
for the planting of trees, We have deemed it advi-
sable to divide Our said province for the purposes
of the said article into two sections, which will be
called respectively the "WEST DIVISION" and
the "EAST DIVISION", and to designate a differ-
ent day for each of these divisions, as "ARBOR
DAY."

WHEREFORE, We have ruled and ordered, and
by these presents do rule and order that WED-
NESDAY, the THIRD day of the month of MAY
next, shall be observed as "ARBOR DAY," in the
aforesaid west division, to wit : in the counties of
Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome,
Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains,
Drummond, Hochelaga, Huntingdon, Iberville,
Jacques Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption,
Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Mon-
tréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu,
Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Sou-
langes, Stanstead, Saint Hyacinthe, Saint John's,
Saint Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Vau-
dreuil, Verchères and Yamaska ; and that WED-
NESDAY, the TENTH day of the month of MAY
next, shall be observed as "ARBOR DAY," in the
aforesaid east division, to wit : in the counties of
Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure,
Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester,
Gaspé, Kamouraska, Lake Saint John, Lévis,
L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny,
Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec (city),
Québec (county), Rimouski, Saguenay, Saint Sau-
veur, Témiscouata and Wolfe.

And by these presents, We do urgently recom-
mend to all the inhabitants of Our said province to
set apart the above mentioned days for the planta-
tion of trees ; and We beg all municipal, religious
and school corporations to co-operate towards the
success of this work which promises, in the near
future, important results.

Of all which Our loving subjects and all others

tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1607

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A T T E N D U** qu'en
Proc.-génl. } vertu des dispositions de l'article 2462 des Statuts Refondus de la province de Québec, il est décrété que le lieutenant gouverneur, peut en tout temps, ordonner, par proclamation, la tenue dans tout district, d'un terme extraordinaire de la cour du banc de la Reine, en matières criminelles, dont le premier jour est indiqué dans la proclamation qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement de ce terme ;

ATTENDU qu'il convient pour la bonne administration de la justice, qu'un terme extraordinaire de la cour du banc de la Reine en matières criminelles, soit tenu le vingt-sept de juin prochain, dans le district de Beauce ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné; et par les présentes réglons et ordonnons qu'un terme extraordinaire de la cour du banc de la Reine, en matières criminelles, soit tenu le vingt-septième jour de juin prochain, dans le district de Beauce.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1599

whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FOURTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By Command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

1608

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W H E R E A S** in vir-
Atty. Génl. } tue of the provisions of article 2462 of the revised statutes of the province of Québec, it is enacted that the lieutenant-governor may, at any time, by proclamation, direct an extraordinary term of the Court of Queen's Bench, on the Crown side, to be held in and for any district, and to commence on the day so be named for that purpose in such proclamation, which shall be issued at least thirty days before the beginning of such term ;

WHEREAS it is advisable, for the good administration of justice, that an extraordinary term of the Court of Queen's Bench in its criminal jurisdiction be held on the twenty seventh day of June next, in the district of Beauce.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Quebec We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that an extraordinary term of the Court of Queen's Bench, in its criminal jurisdiction, be held on the twenty seventh day of June next, in the district of Beauce.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIRST day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J.-E. ROBIDOUX
Provincial Secret.

1600

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc. Général. } vertu des dis-
positions de l'article 2462 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété que le lieutenant-gouverneur, peut en tout temps, ordonner, par proclamation, la tenue dans tout district, d'un terme extraordinaire de la cour du Banc de la Reine, en matières criminelles, dont le premier jour est indiqué dans la proclamation qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement de ce terme ;

Attendu qu'il convient, pour la bonne administration de la justice, qu'un terme extraordinaire de la cour du Banc de la Reine, en matières criminelles, soit tenu le vingt-septième jour de juin prochain, 1899, dans le district des Trois-Rivières ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons qu'un terme extraordinaire de la cour du Banc de la Reine, en matières criminelles sera ouvert le vingt-septième jour de juin prochain, 1899, dans le district des Trois-Rivières.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1619

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en
Proc. Génl. } vertu des articles
2353 et 2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut de la

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS in virtue
Atty. General. } of the dispositions
of article 2462 of the revised statutes of the province of Québec, it is enacted that the lieutenant-governor may, at any time, by proclamation, direct an extraordinary term of the Court of Queen's Bench, on the Crown side, to be held in and for any district, and to commence on the day so be named for that purpose in such proclamation, which shall be issued at least thirty days before the beginning of such term :

WHEREAS it is advisable, for the good administration of justice, that an extraordinary term of the Court of Queen's Bench, in its criminal jurisdiction, be held on the twenty-seventh day of June next, 1899, in the district of Three Rivers.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Québec, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order, that an extraordinary term of the Court of Queen's Bench in its criminal jurisdiction, be held on the twenty-seventh day of June next, 1899, in the district of Three Rivers.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Right-Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, the TWENTY-FIFTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

1620

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS in virtue
Atty. Genl. } of articles 2353
and 2354 of the revised statutes of the province of Québec, it is among other things enacted : "that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation, from time to time, fix the date of holding the terms of the Circuit Court for any county or district, and at each place in any county wherein there is more than one p'ace where a circuit court is held, the times at which such terms shall be held and the number of

même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du conseil exécutif de Notre dite province, que les termes de la cour de circuit pour le comté de Bellechasse, siégeant à Saint-Raphaël soient fixés, pour l'avenir, du premier au troisième jour des mois de février, avril et octobre chaque année ;

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que la cour de circuit pour le comté de Bellechasse, siégeant à Saint-Raphaël, sera tenue du premier au troisième jour des mois de février, avril et octobre chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

1805

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en vertu
Proc.-Génl. } des articles 2353 et
2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut, de la même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que les termes de la cour de circuit pour le comté de Maskinongé, siégeant à Louiseville, soient fixés pour l'avenir aux dates suivantes, savoir : le premier et le deuxième jour des mois de février, avril, juin, septembre et décembre ;

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus, cités, Nous avons réglé et ordonné et par les

days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the terms so that not less than three terms shall be held in every year, in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed it expedient by and with the advice and consent of the Executive Council of Our said province, that the terms of the Circuit Court for the county of Bellechasse, sitting at Saint Raphaël, be fixed, in future, from the first to the third day of February, April and October of every year.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain : that the circuit Court for the county of Bellechasse, sitting at Saint Raphaël, shall be held from the first to the third of the months of February, April and October of every year.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

1806

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue
Atty-Genl. } of articles 2353
and 2354 of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted : " that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation from time to time, fix the date of holding the terms of the circuit court for any county or district and at each place, in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms, shall be held and the number of days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the term so that not less than three terms shall be held in every year in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed expedient, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the term of the Circuit Court for the county of Maskinongé, sitting at Louiseville, be fixed in future to the following dates, viz : the first and the second day of the months of February, April, June, September and December.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordain-

présentes régions et ordonnons : que les termes de la cour de circuit pour le comté de Maskinongé, siégeant à Louiseville, seront à l'avenir fixés aux dates suivantes, savoir : le premier et le deuxième jour des mois de février, avril, juin, septembre et décembre.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1603

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que C.
Proc.-Général. } N. Hamel, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'évêque du dit diocèse, et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'il croit le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Rémi, dans le comté de Portneuf, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Au sud-est, par les lots No 323 et No 411 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ubalde, par une ligne traversant le lac Sainte-Anne, et joignant les extrémités (sur les bords de ce lac) des lignes ou limites nord-ouest des susdits lots, et par la rivière Batiscan ; au nord-est, par la ligne séparative de la dite seigneurie des Grondines et du canton Montauban, depuis la limite nord-ouest du dit lot No 323 jusqu'à la rivière Batiscan, et par le lot No 20 de chacun des 1er, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème et 7ème rangs sud-ouest du dit canton Chavigny ; vers le nord-ouest par les cantons de Marmier et de Lejeune ; enfin, au sud-ouest par le dit canton Lejeune et par la seigneurie de Sainte-Anne.

La paroisse de Saint-Rémi, telle que ci-dessus décrite et bornée, couvre une étendue de trente et un mille (31,000) arpents carrés, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Rémi, ci-dessus décrites :

ed, and by these presents do rule and ordain that the dates of holding the terms of the circuit court for the county of Maskinongé, sitting at Louiseville, shall be the following, viz : the first and the second day of the months of February, April, June, September and December.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

1604

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS C.
Atty.-Général. } N. Hamel, secretary of the commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the revised statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, transmitted to the lieutenant governor of Our said Province of Quebec, his certificate showing that no opposition has been filed in his office to the civil recognition of the canonical decree of the bishop of the said diocese, and also the said canonical decree in which are described and declared the limits and boundaries which he thinks most expedient to be assigned to the parish of Saint Rémi, in the county of Portneuf, in the said diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The territory bounded on the south east by lots No. 323 and No. 411 of the official cadastre of the parish of Saint Ubalde, by a line crossing the Saint Anne Lake, and adjoining the extremities (on the borders of this lake) of the north west lines or limits of the aforesaid lots, and by the river Batiscan ; on the north east by the dividing line of the said seigniory des Grondines and of the township Montauban, from the north west limit of the said lot No. 323, to the river Batiscan, and by lot No. 20 of each of the 1st, 2nd, 3rd, 4th, 5th, 6th and 7th ranges south west of the said township Chavigny ; on the north west by the townships of Marmier and of Lejeune, lastly, on the south west by the said township Lejeune and by the seigniory of Saint Anne.

The parish of Saint Rémi, such as above described, covers an extent of thirty-one thousand (31,000) arpents square, more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents, do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Rémi, aforesaid ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Rémi décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

1601

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que la
Proc. Général. loi 62 Victoria,
chapitre septième, intitulé : "Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle", décrète entre autres choses, "que le conseil du comté de Labelle pourra, en tout temps après la mise en vigueur de la présente loi, construire ou se procurer au chef-lieu du comté, un édifice convenable, muni d'une voûte à l'épreuve du feu pour l'usage du bureau d'enregistrement, et dès que ce bureau et cette voûte auront été construits ou obtenus, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation émise à cet effet, donner ordre d'enlever le bureau d'enregistrement actuel de la ville de Buckingham, pour l'établir au dit chef-lieu, et à partir du jour indiqué dans cette proclamation, le bureau d'enregistrement du dit comté y devra être tenu. La dite proclamation ne sera pas émise tant que la ville de Buckingham n'aura pas été remboursée de la somme de \$250.00 par la corporation du comté de Labelle pour les dépenses encourues par elle pour l'installation du bureau d'enregistrement dans la dite ville, depuis la mise en vigueur de la loi 60 Victoria, chapitre 15";

ET ATTENDU que conformément aux dispositions de la loi 62 Victoria, ch. 7, sec. 2, le conseil de comté du comté de Labelle s'est procuré au chef-lieu du dit comté, à Papineauville, un édifice convenable muni d'une voûte à l'épreuve du feu pour l'usage du bureau d'enregistrement de cette division;

ET ATTENDU qu'il est constaté que des offres réelles ont été faites à la corporation de la ville de Buckingham, de la somme de deux cent cinquante piastres, de la part de la corporation du comté de Labelle, pour les dépenses encourues par la ville de Buckingham, pour l'installation du bureau d'enregistrement dans la dite ville, depuis la mise en vigueur de la loi 60 Vict., ch. 15;

ET ATTENDU qu'une proclamation peut maintenant être émise indiquant le premier jour du mois de juin prochain, 1899, comme le jour à partir duquel le bureau d'enregistrement du comté de Labelle devra être tenu au village de Papineauville ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Remi, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which loving [subjects [and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the TWENTY-FOURTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

1602

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS by the
Atty. Genl. Act 62 Victoria,
chapter seventh, intitulé : "An Act to amend the Act concerning the registration division of the county of Labelle", it is, amongst other things enacted, that "the county council of the county of Labelle may, at any time after the coming into force of this act, erect or procure, at the *chef-lieu* of the county, a suitable building with a fire proof vault for the use of the registry office, and, so soon as such office and vault have been erected or procured, it shall be lawful for the Lieutenant Governor in Council, by proclamation to that effect issued, to order the removal of the present registry office from the town of Buckingham, and its establishment at the said *chef-lieu*, and from and after the day named in such proclamation the registry office of the said county shall be kept therein. Such proclamation shall, however, not be issued unless the town of Buckingham has been paid the sum of \$250.00 by the corporation of the county of Labelle, for the expenses it incurred for the installation of the registry office there, since the coming into force of the act 60 Victoria, chapter 15.

AND WHEREAS, pursuant to the provisions of the act 62 Victoria, ch. 7, sec. 2, the county council of the county of Labelle, has procured at the *chef-lieu* of the said county, at Papineauville, a suitable building with a fire-proof vault for the use of the registry office of this division.

AND WHEREAS it is established that tenders have been made to the corporation of the town of Buckingham, of the sum of two hundred and fifty dollars, on behalf of the corporation of the county of Labelle, for the expenses incurred by the town of Buckingham, for the installation of the registry office in the said town, since the coming into force of the act 60 Vict., ch. 15.

AND WHEREAS a proclamation can now be issued fixing the first day of the month of June next, 1899, as the day from and after which the registry office of the county of Labelle, shall be held in the village of Papineauville.

A CES CAUSES, par et de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de Notre dite province, Nous avons réglé, ordonné et déclaré, et par les présentes, réglons, ordonnons et déclarons qu'à partir du premier jour du mois de juin prochain, 1899, le dit bureau d'enregistrement sera enlevé de la ville de Buckingham et transféré au chef-lieu du comté de Labelle, au village de Papineauville, dans l'édifice préparé à cet effet.

De tous ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

1597

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-UNIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MERCREDI, le TRENTÉ-UNIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, We have ruled, ordained and declared, and do hereby rule ordain and declare, that from and after the first day of the month of June next, 1899, the said registry office shall be removed from the town of Buckingham, and transferred to the *chef lieu* of the county of Labelle, in the village of Papineauville, in the building prepared for such purpose.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-FOURTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

1598

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

Canada,
Province of
Quebec. }

L. A. JETTÉ

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FIRST day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of APRIL,

d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1331

in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

1332

ERRATUM.

Page 815, de la *Gazette Officielle de Québec*, du 8 avril 1899, nomination de juges de paix pour le district de Bedford, au lieu de Wm. M. Patterson, lisez : Wm. Mead Pattison. 1505

ERRATUM.

Page 815, of the *Quebec Official Gazette*, of the 8th April, 1899, appointment of justices of the peace for the district of Bedford, instead of Wm. M. Patterson, read : Wm. Mead Pattison. 1506

Avis du Gouvernement

No 3030.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Détacher de la municipalité de Saint-Alban, comté de Portneuf, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Alban, savoir : à partir et y compris le lot No 179 jusqu'au lot No 289 inclusivement, moins les lots Nos 226, 235, 236, 243 et 246, et l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Alban."

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet prochain (1899). 1515

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-unième jour d'avril courant, incorporant James Walker, junior, marchand; David Walker, marchand; Samuel Hudson, teneur de livres; John A. Durand, marchand, tous de la dite cité de Montréal, et Frederick William Hibbard, de la ville de Westmount, avocat, dans les buts :

(a) De faire les affaires de machines, instruments, outils et quincaillerie de toute sorte et description quelconque.

(b) De faire en général les affaires de manufacture et de commerce, et dans ce but acquérir des fonds de commerce, machines, pouvoir, appareils, droits de patentes, meubles et immeubles de toute description et d'aucun titre quelconque, avec le droit de louer, vendre, échanger ou en disposer autrement.

(c) De faire les affaires de constructeurs, entrepreneurs et fournisseurs.

(d) De faire aucune et toutes choses en rapport et à l'avantage d'aucun et de tous les susdits objets, y compris le droit d'acquérir par bail, achat ou autre convention les affaires d'aucune compagnie ou compagnies maintenant formées ou qui pourront être formées pour les fins ou objets semblables, ou de s'amalgamer avec elles, sous le nom de "The James Walker Hardware Company", avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres (\$75,000), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1899.

JOS. BOIVIN,

1559

Assistant-Secrétaire de la province.

Government Notice

No. 3030.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

To detach from the municipality of Saint Alban, county of Portneuf, the following cadastral lots of the parish of Saint Alban, to wit : starting from and including lot No. 179 to lot No. 289 included, less the lots Nos. 226, 235, 236, 243 and 246, and erect it in school municipality under the name of "Village of Saint Alban."

This erection to take effect only on the 1st of July next (1899). 1516

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twenty-first day of April instant, incorporating James Walker, junior, merchant; David Walker, merchant; Samuel Hudson, book-keeper; John A. Durand, salesman, all of the city of Montreal, and Frederick William Hibbard, of the town of Westmount, advocate, for the following purposes :

(a) To carry on the business of dealing in machinery, implements, tools, and hardware of every kind and description whatever.

(b) To carry on a general manufacturing and mercantile business, and for the purpose thereof to acquire stock in trade, machinery, power, plant, patent rights, moveables and immovables of any description and by any title whatever, with the right to lease, sell, exchange, or otherwise dispose of the same.

(c) To carry on the business of builders, contractors and suppliers.

(d) To do any and all things incidental to and for the proper and efficient discharge of any and all of the above purposes, including the right to acquire by lease, purchase or other agreement the business of, or to amalgamate with any other company or companies presently formed or that may hereafter be formed for like purposes or objects, by the name of "The James Walker Hardware Company," with a total capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this twenty-fourth day of April, 1899.

JOS. BOIVIN,

1560

Assistant Provincial Secretary.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 20 avril 1899.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le tarif des péages dont une copie est annexée aux présentes, et est proposé pour adoption soit chargé durant la saison de 1899, par "The Coulouge and Crow River Boom Company," (limited), soit adopté en vertu de l'acte 59 Vict., ch. 74, incorporant la dite compagnie ; le dit tarif étant en conformité avec la proportion établie par la sec. 11, du dit acte.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 20th April, 1899.

Present : The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

It is ordered that the tariff of tolls, a copy of which is hereunto annexed, proposed to be charged during the season of 1899, by the Coulouge and Crow River Boom Company, (Limited), be adopted, in virtue of the Act 59 Vict., ch. 74, incorporating the said Company, the said tariff being in accordance with the proportion established by sec. 11 of the said Act.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

1899

TARIF DE PÉAGE.

Tarif de péage proposé, devant être chargé durant la saison de 1899, par la "Coulouge and Crow River Boom Company," (Limited).

TARIFF OF TOLLS.

Tariff of Tolls proposed to be charged during season 1899, by the Coulouge and Crow River Boom Company, (Limited).

	Passant par l'écluse Mackie. Passing Mackie Dam.	Passant par les améliorations à la Chute Young. Passing improvements at Young Chute.	Passant par les améliorations à la Chute Perley. Passing improvements at Perley Chute.	Pour l'usage de l'eau de l'écluse du Lac Bryson. For use of water in Bryson Lake Dam.	Passant par les améliorations à la Chute Devil. Passing improvements at Devil Chute.	Passant par les améliorations à la Chute Ragged et Galerneau. Passing improvements at Ragged and Galerneau Chutes.	Passant par les améliorations à la Rivière Crow. Passing improvements at Crow River.
Pin rouge et pin blanc, épinette rouge et épinette blanche et pruche en pièces équarries ou flacheuses, les mille pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, square or waney board, per one thousand feet B. M.	20 cents.	6½ cents.	3½ cents.	1 3/32 cent.	1½ cent.	2½ cents.	2 13/16 cents.
Billots à sciage de 17 pieds ou moins de longueur, les mille pieds M. P.—Saw logs 17 feet and under in length, per one thousand feet B. M.	16 "	5 "	2½ "	¾ "	1 "	2 "	2½ "
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de plus de 17 pieds et moins de 23 pieds de longueur, les mille pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, over 17 feet and under 23 feet long, per one thousand feet B. M.	16 "	5 "	2½ "	¾ "	1 "	2 "	2½ "
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de 23 à 29 pieds de longueur, les mille pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, 23 feet to 29 feet long, per one thousand feet B. M.	17 3/5 "	5½ "	2½ "	7/180 "	1 1/10 "	2 1/5 "	2 19/40 "
Pin rouge, pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, 30 pieds ou plus de longueur, les mille pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, 30 feet and upwards in length, per one thousand feet B. M.	20 "	6½ "	3½ "	1 3/32 "	1½ "	2½ "	2 13/16 "

Ce tarif est fait suivant la proportion établie par la section 11 de l'acte 59 Vict. chap. 74.—This tariff is in accordance with the proportion established by section 11 of the Act 59 Vict. chap. 74.

17 avril—17th April, 1899.

WENTWORTH G. PETRY,
Comptable des Travaux Publics.—Accountant of Public Works.
1575-76

No. 1507.92.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Eriger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, les rangs I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X du canton de Potton, comté de Brome, sous le nom de "Saint-Cajetan de Potton."

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet prochain 1899. 1609

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 27 avril 1899.

Avis public est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil, par ordre en date du 27 avril courant (1899), de permettre que les minutes, répertoire et index de feu Hugh Brodie, en son vivant notaire, pratiquant dans la cité de Montréal, soient remis à Wm. F. Lighthall, écrivain, notaire public, du même endroit, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.).

1621

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6746.

Wexford.

Lot 38, du 3e rang, à Esdras Duquet.
Lot 50, du 3e rang, à Jean Louis Bélair dit Dolbec.
Lot 51, du 3e rang, à Jérôme Cantin.
Lot 46, du 4e rang, à Narcisse Desrochers.
Lots 34 et 35, du 10e rang, à Fréd. Neault.
Lots 39 et 40, du 10e rang, à Léon L'Heureux.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissionaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 20 avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6747.

Spaulding.

Lot 50, du 5me rang, à James Lambie, et transporté à Arthur Rankin, et par ce dernier à Daniel McGie.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries,
Québec, 21 avril 1899.

No. 1507.92.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

To erect into a distinct school municipality for the catholics only, the ranges I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX and X of the township of Potton, county of Brome, under the name of "Saint Cajetan de Potton."

This erection will not come into force until the 1st of July next, 1899. 1610

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 27th April, 1899.

Public notice is hereby given that His Honor the lieutenant governor has been pleased, by order in council, dated the 27th April instant, (1899), to allow the minutes, repertory and index of the late Hugh Brodie, in his lifetime notary, practising in the city of Montreal, to be transferred to Wm. F. Lighthall, esquire, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.).

1622

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6746.

Wexford.

Lot 38, in the 3rd range, to Esdras Duquet.
Lot 50, in the 3rd range, to Jean Louis Bélair dit Dolbec.
Lot 51, in the 3rd range, to Jérôme Cantin.
Lot 46, in the 4th range, to Narcisse Desrochers.
Lots 34 and 35, in the 10th range, to Fréd. Neault.
Lots 39 and 40, in the 10th range, to Léon L'Heureux.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 20th April, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6747.

Spaulding.

Lot 50, in the 5th range, to James Lambie, and assigned to Arthur Rankin, and re-assigned to Daniel McGie.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.
Québec, 21st April, 1899

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6748.

Beresford.

Lot 43, du 4me rang, à Lucien Guindon.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 21 avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6750.

Robertson.

Lots 1 et 2, de la Grande Ile, Lac des Iles, à W. Daniel Richer.

Lots 3 et 4, de la Grande Ile, Lac des Iles, à Jos. Richer.

Lots 5, 6 et 7, de la Grande Ile, Lac des Iles, à A. Richer.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 21 avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6749.

Turgeon.

Lot 8, du 2me rang, à Alfred Hovington.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 21 avril 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6751.

Lytton.

Lot 17, du 4e rang, à Césaire Lebeau.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 25 avril 1899.

1507

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6748.

Beresford.

Lot 43, in the 4th range, to Lucien Guindon.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 21st April, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6750.

Robertson.

Lots 1 and 2, in Grande Ile, Lac des Iles, to W. Daniel Richer.

Lots 3 and 4, in Grande Ile, Lac des Iles, to Jos. Richer.

Lots 5, 6 and 7, in Grande Ile, Lac des Iles, to A. Richer.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 21st April 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6749.

Turgeon.

Lot 8, in the 2nd range, to Alfred Hovington.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 21st April, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6751.

Lytton.

Lot 17, in the 4th range, to Césaire Lebeau.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 25th April, 1899.

1508

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Watford.

9e rang S. O.

Lot 19, à Chs. Gilbert.

Lot 20, à Jos. Bourque.

Lot 21, à Chs. Grenier, f.

Lot 22, à Chs. Fortin.

Lot 23, à La. Veilleux.

Lot 24, à Jos. Gilbert.

Lot 25, à Jos. Veilleux.

9e rang N. E.

Lot A, à P. Langelier.

Lot 2, à Jos. Cholley.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 29 avril 1899.

1623

No 541-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean, les lots suivants du cadastre du canton Labarre, savoir :

Ile rang est, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

IIle rang est, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

IIle rang ouest, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité d'Hébertville, paroisse, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1899).

1429-2

No 716.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher cette partie du numéro cadastral 215 de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, qui se trouve entre le chemin de la "Grande Côte" et celui de la "Petite Côte," de la municipalité scolaire du "Haut de la Grande Côte," de Sainte-Rose, et l'annexer pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire du "Haut de la Petite Côte" de Sainte-Rose, dans le même comté.

Cette annexion ne devra prendre effet que le 1er juillet prochain, 1899.

1469-2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, P. Q., le 12 juin 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
12 avril 1899.

1381-3

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Watford.

9th range S. W.

Lot 19, to Chs. Gilbert.

Lot 20, to Jos. Bourque.

Lot 21, to Chs. Grenier, s.

Lot 22, to Chs. Fortin.

Lot 23, to La. Veilleux.

Lot 24, to Jos. Gilbert.

Lot 25, to Jos. Veilleux.

9th range N. E.

Lot A, to P. Langelier.

Lot 2, to Jos. Cholley.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 29th April, 1899.

1624

No. 541-99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Saint Bruno, county of Lake Saint John, the following cadastral lots of the township Labarre, to wit :

IInd range east, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

IIIrd range east, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.

IInd range west, lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, and annex them for school purposes, to the school municipality of Hébertville, parish, in the same county.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1899).

1430

No. 716.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundary of school municipalities.

To detach this part of the cadastral number 215 of the parish of Sainte Rose, county of Laval, which is between the road of "la Grande Côte" and the one of "La Petite Côte," of the school municipality of the "Haut de la Grande Côte," of Sainte Rose, and annex it, for school purposes, to the school municipality of "Haut de la Petite Côte" of Sainte Rose, in the same county.

This annexation to take effect only on the first of July next, 1899.

1470

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Hull, P. Q., on the 12th June, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
12th April, 1899.

1382

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and,

Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

803

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal

moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queens printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

804

LOUIS FRECHETTE
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such

publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

805-2 Greffier de l'Assemblée Législative.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

806 Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

Canada,
Province of Québec, }
District of Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6404.

Dame Rosana Forget, du canton de Stuckley, dans le district de Bedford, épouse dûment autorisée à ester en justice, de Magloire Fleurent, fils, du même lieu, fabricant de fromage et cultivateur.
Demanderesse ;

vs.

Le dit Magloire Fleurent, fils, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. A. SIMARD,

Procureur de la demanderesse.

23 novembre 1898. 1531

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 997.

Dame Helen Kissack Lloyd, épouse commune en biens de Horace Benjamin Lambe, des cité et district de Montréal, épicière, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Horace Benjamin Lambe, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la susdite cause.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 avril 1899. 1585

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
No 65.

Dame Emélie Godin, Demanderesse ;

vs.

Hormisdas St-Germain, Défendeur.
Dame Emélie Godin, épouse de Hormisdas St-Germain, cultivateur, de St-Théodore d'Acton, dit district, a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur en cette cause, le 4 avril 1899. La dite Emélie Godin dûment autorisée à ester en justice.

BEAUPARLANT & MARIN,

Avocats de la demanderesse.

St-Hyacinthe, 25 avril 1899. 1583

Canada,
Province of Québec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6404.

Dame Rosana Forget, of the township of Stuckley, in the district of Bedford, wife duly authorized to ester en justice, of Magloire Fleurent, fils, of the same place, cheese maker and farmer.
Plaintiff ;

vs.

The said Magloire Fleurent, fils. Défendeur.
An action en séparation de biens, has been instituted in this cause.

J. A. SIMARD,

Attorney for plaintiff.

23rd November, 1898. 1532

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 997.

Dame Helen Kissack Lloyd, wife common as to property of Horace Benjamin Lambe, of the city and district of Montreal, grocer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Horace Benjamin Lambe, of the same place, Défendeur.
An action in separation of property has been, this day, instituted in the above case.

SMITH, MARKEY & MONTGOMERY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th April, 1899. 1586

Province of Québec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 65.

Dame Emelie Godin, Plaintiff ;

vs.

Hormisdas St-Germain, Défendeur.
Dame Emelie Godin, wife of Hormisdas St-Germain, farmer, of St. Théodore d'Acton, said district, has instituted an action for separation of property against the defendant in this cause, on the 4th of April, 1899. The said Emelie Godin duly authorized to sue.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for plaintiff.

St. Hyacinth, 25th April, 1899. 1584

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 345.

Dame Césaire Ducharme, de la paroisse de Saint-Théophile, épouse de Olivier Lamothe, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Olivier Lamothe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

R. S. COOKE,

Procureur de la demanderesse

Trois-Rivières, 21 avril 1899. 1517

Province de Québec,
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No. 6464.

Dame Ruth Elizabeth England, du village de Dunham, dans le district de Bedford, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari John F. Guillet, du même lieu.

GEORGE B. BAKER,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 4 mars 1899. 1631

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1781.

Dame Marie Rose de Lima Desautels, épouse commune en biens de Joseph Jacob, entrepreneur, tous deux de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Jacob, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1899. 1433-2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Georgiana Brière, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, épouse commune en biens de François-Xavier Marcotte, commerçant, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.

Le dit François-Xavier Marcotte, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

JASMIN & GIROUARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 avril 1899. 1437-2

Province de Québec,
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No. 2497.

Dame Philomène Gagné, de la paroisse de Saint-Moise, district de Rimouski, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, François Saucier, agriculteur, du même lieu.

TESSIER & Fiset,

Avocats de la demanderesse.

Rimouski, 4 avril 1899. 1425-2

Province de Québec,
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 87.

Dame Joséphine Dozois, du village de Napierville, district d'Iberville, épouse commune en biens de Joseph Grégoire, fils, menuisier, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Grégoire, fils, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, en cette cause.

EMILE MIRIZZI,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 24 mars 1899. 1237-4

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 345.

Dame Césaire Ducharme, of the parish of Saint-Théophile, wife of Olivier Lamothe, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Olivier Lamothe, Defendant.
An action in separation of property has been instituted this day.

R. S. COOKE,

Attorney for the plaintiff.

Three Rivers, 21st April, 1899. 1518

Province of Quebec,
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6464.

Dame Ruth Elizabeth England, of the village of Dunham, in the district of Bedford, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband John F. Guillet, of the same place.

GEORGE B. BAKER,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 4th March, 1899. 1632

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1781.

Dame Marie Rose de Lima Desautels, wife common as to property of Joseph Jacob, contractor, both of the city of Saint Henry, district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Jacob, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

ADAM, MATHIEU & MATHIEU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th April, 1899. 1434

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*

Georgiana Brière, of the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, said district, wife common as to property of François Xavier Marcotte, trader, said wife being duly authorized to ester en justice aux fins des présentes, Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Marcotte, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

JASMIN & GIROUARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th April, 1899. 1438

Province of Quebec,
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 2497.

Dame Philomène Gagné, of the parish of Saint-Moise, district of Rimouski, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, François Saucier, farmer, of the same place.

TESSIER & Fiset,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 4th April, 1899. 1426

Province of Quebec,
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 87.

Dame Joséphine Dozois, of the village of Napierville, district of Iberville, wife common as to property of Joseph Grégoire, junior, joiner, and duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Grégoire, junior, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

EMILE MIRIZZI,

Attorney for plaintiff.

Saint John's, 24th March, 1899. 1238

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1295.

Dame Marie A. Normandin a poursuivi, ce jour,
Joseph A. Martin, son mari, en séparation de
biens.

BERARD & BRODEUR,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 1er mars 1899. 1365-3

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 25.

Dame Elise Lemaire, de la paroisse de Saint-Mathias,
district de Saint-Hyacinthe, épouse de
Doscithé Lemonde, journalier, du même lieu,
dûment autorisée à ester en justice aux fins des
présentes, Demanderesse ;

vs.
Doscithé Lemonde, journalier, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 9 février 1899.

MEUNIER & MEUNIER,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 30 mars 1899. 1211-4

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2712.

Dame Adèle Laflamme, de la cité et du district de
Montréal, épouse commune en biens de Israël
Talbot, cordonnier, dûment autorisée à ester en
justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs.
Le dit Israël Talbot, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée,
ce jour, contre le défendeur.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 27 mars 1899. 1157-5

Province de Québec,
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4231.

Dame Philomène Anna Lavallée, de la cité de
Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son époux,
Napoléon Latraverse, hôtelier, du même lieu.

WURTELE & LACROIX,
Avocats de la demanderesse.
Sorel, 16 mars 1899. 1145-5

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Rosanna Bédard, épouse de Louis Johnson, com-
merçant, du village de Marieville, district de Saint-
Hyacinthe, a institué, contre son époux, une sépa-
ration de biens le 19 décembre 1895.

PELLAND & GIRARD,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 24 mars 1899. 1143-5

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 836.

Dame Azilda Moreau, des cités et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Napoléon
Manceau, imprimeur, la dite épouse dûment auto-
risée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.
Le dit Napoléon Manceau, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée
ce jour contre le défendeur.

OSCAR SENECAI,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 1er avril 1899. 1295-4

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1295.

Dame Marie A. Normandin, has, to-day, sued
her husband, Joseph A. Martin, for separation of
property.

BERARD & BRODEUR,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1899. 1366

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 25.

Dame Elise Lemaire, of the parish of Saint Mathias,
district of Saint Hyacinth, wife of Doscithé Le-
monde, laborer, of the same place, duly author-
ized to sue for the purposes hereof, Plaintiff.

vs.
Doscithé Lemonde, laborer, of the same place,
Defendant.

An action for separation of property has been
instituted in this cause on the 9th of February,
1899.

MEUNIER & MEUNIER,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Hyacinth, 30th March, 1899. 1212

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2712.

Dame Adèle Laflamme, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Israël
Talbot, shoemaker, duly authorized to sue for the
purposes hereof, Plaintiff ;

vs.
The said Israël Talbot, of the same place,
Defendant.

An action for separation of property has, this
day, been instituted against the defendant.

GOUIN, LEMIEUX,
DECARIE & BRASSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th March, 1899. 1158

Province of Quebec,
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4231.

Dame Philomène Anna Lavallée, of the city of
Sorel, district of Richelieu, has, this day, instituted
an action for separation as to property against her
husband, Napoléon Latraverse, hotelkeeper, of the
same place.

WURTELE & LACROIX,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 16th March, 1899. 1146.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

Rosanna Bédard, wife of Louis Johnson, trader,
of the village of Marieville, district of Saint Hy-
acinth, has instituted, against her husband, an action
for separation of property the 19th December, 1895.

PELLAND & GIRARD,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 24th march, 1899. 1144

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 836.

Mrs. Azilda Moreau, of the city and district of Mon-
treal, wife common as to property of Napoléon
Manceau, printer, said wife being duly authorize
à ester en justice aux fins des présentes, Plaintiff ;

vs.
The said Napoléon Manceau, of the same place,
Defendant.

An action in separation as to property, has been
instituted this day, against defendant.

OSCAR SENECAI,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 1st April, 1899. 1296

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 165.

Dame Alphonsine Lavigne, de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Alphonse Valiquette, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Valiquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 30 mars 1899. 1377-3

Canada,
Province de Québec, }
District de St-François } *Cour Supérieure.*
No. 101.

Dame Marie Aglaë L'Hébreux, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Pierre Jalbert, entrepreneur de pompes funèbres et sellier, du même lieu, son époux, après autorisation judiciaire à cet effet.

CAMPBELL & DESCHAMPS,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 13 avril 1899. 1411-2

AVIS

Dame Odila Brisson, de la paroisse de Saint Pierre les Becquets, district des Trois-Rivières, a institué ce jour, en cour supérieure du dit district, une action en séparation de biens contre son mari, Octave Beaudet, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,
Avocats de la demanderesse.
Trois-Rivières, 13 avril 1899. 1415-3

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 6471.

Dame Cora-May Sears, du canton de Standbridge, dans le district de Bedford, épouse d'Alexander Ray, du même lieu, fabricant de beurre et de fromage, et la dite Cora-May Sears, dûment autorisée à ester en justice en cette cause,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexander Ray, Défendeur.
La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens contre le défendeur.

S. CONSTANTINEAU,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 13 mars 1899. 1347-3

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 504.

Dame Alphonsine Bergevin, de la ville de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Césaire Langlois, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Césaire Langlois, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

L. J. PAPINEAU,
Avocat de la demanderesse.
Beauharnois, 5 avril 1899. 1345-3

AVIS.

Dame Marie Edda Lavoie, de la cité des Trois-Rivières, a institué ce jour, en cour supérieure, du district de Trois-Rivières, une action en sépara-

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 165.

Dame Alphonsine Lavigne, of Montreal, said district, wife common as to property of Alphonse Valiquette, merchant, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Valiquette, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th March, 1899. 1378

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 101.

Dame Marie Aglaë L'Hébreux, of the village of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, has this day, instituted an action for separation as to property against Pierre Jalbert, undertaker and saddler, of the same place, her husband, after being judicially authorized.

CAMPBELL & DESCHAMPS,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 13th April, 1899. 1412

NOTICE

Dame Odila Brisson, of the parish of Saint Pierre les Becquets, district of Three Rivers, has, this day, instituted in the superior court of the said district, an action for separation as to property against her husband, Octave Beaudet, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 13th April, 1899. 1416

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6471.

Dame Cora-May Sears, of the township of Standbridge, in the district of Bedford, wife of Alexander Ray, of the same place, butter and cheese manufacturer, and the said Cora-May Sears, duly authorized to sue herein,

Plaintiff ;

vs.

The said Alexander Ray, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the defendant.

S. CONSTANTINEAU,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 13th March, 1899. 1348

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 504.

Dame Alphonsine Bergevin, of the town of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife common as to property of Césaire Langlois, hotel keeper, of the same place, and duly authorized to sue,

Plaintiff ;

vs.

The said Césaire Langlois, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

L. J. PAPINEAU,
Attorney for plaintiff.
Beauharnois, 5th April, 1899. 1346

NOTICE.

Dame Marie Edda Lavoie, of the city of Three Rivers, has, this day, instituted in the superior court of the district of Three Rivers, an action for

tion de biens contre son mari, Jean Louis Thibau-
deau, commerçant, du même lieu.

GRENIER & TESSIER,
Avocats de la demanderesse.

Trois-Rivières, 22 mars 1899. 1189-5

CHEMIN DE FER QUEBEC-CENTRAL

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec-Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie No 5, rue Great Winchester, E.C., lundi, le 5e jour de juin 1899, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes au 31 décembre 1898, et pour l'élection des directeurs. Les livres de transfert seront fermés depuis lundi, le 29e jour de mai jusqu'à lundi, le 5e jour de juin, ces deux jours inclus.

Les porteurs de débetures désirant assister ou voter à l'assemblée devront déposer leurs bons au bureau de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, Londres, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,
EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.

5, rue Great Winchester,
Londres, E. C.
29 avril 1899. 1541

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL

Avis est par le présent donné que les assemblées spéciales générales des porteurs d'obligations comportant première hypothèque, des porteurs de débetures et des actionnaires du chemin de fer Québec Central auront lieu à Londres, dans les bureaux de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, E. C., lundi, le 5e jour de juin 1899, aux temps suivants : les porteurs d'obligations comportant première hypothèque à midi vingt minutes, les porteurs de débetures à midi vingt-cinq minutes, et les actionnaires à midi et demi de l'après-midi, dans le but d'approuver la conduite des directeurs suivant leur discrétion de tous ou aucun des pouvoirs accordés par l'"Acte du Chemin de fer Québec-Central, 1899", lequel a été sanctionné le 10 mars 1899.

Par ordre
EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.

29 avril 1899. 1539

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, statuts révisés de la province de Québec, section 4694 et suivantes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1. Le nom collectif de la compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie de Trois-Rivières."
2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est l'impression et la publication d'un ou de plusieurs papiers nouvelles et de faire des jobs d'imprimerie.

separation of property, against her husband, Jean Louis Thibau-
deau, trader, of the same place.

GRENIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 22nd March, 1899. 1190

QUEBEC CENTRAL RAILWAY

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the Company, No.5, Great Winchester street, E. C., on Monday, 5th June, 1899, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts to the 31st December, 1898, and to elect directors. The transfer books will be closed from Monday, 29th May, to Monday, 5th June, both days inclusive.

Income bondholders desirous of attending or voting at the meeting must deposit their bonds at the office of the Company, No.5, Great Winchester street, London, three days at least before the meeting.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester Street,
London, E. C.
29th April, 1899. 1542

QUEBEC CENTRAL RAILWAY

Notice is hereby given that special general meetings of the prior lien bondholders, the income bondholders and the shareholders of the Quebec Central Railway will be held in London at the offices of the company, No 5, Great Winchester street, E. C., on Monday, 5th June, 1899, at the following times, namely : prior lien bondholders at twenty minutes past twelve income Bondholders at twenty-five minutes past twelve, and shareholders at half past twelve in the afternoon, for the purpose of sanctioning the exercise by the directors at their discretion of all or any of the powers conferred by the "Quebec Central Railway Act 1899", which received the Royal Assent on 10th March, 1899.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.

29th April 1899. 1510

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation Act, revised statute of the province of Quebec, section 4694 and following, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Three Rivers Printing Company."
2. The object for which incorporation is sought is the printing and publication of one or more newspapers and doing printing work.

3. La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4. Le montant proposé du fonds social sera de cinq mille piastres (\$5,000.).

5. Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de cinq piastres (\$5.00).

6. Les noms, qualités et états, professions des requérants sont comme suit : Richard S. Cooke, avocat ; Louis Brunelle, marchand ; F. Siméon Tourigny, avocat ; Alexander Houliston, avocat ; Narcisse Grenier, avocat ; Pierre Albert Drolet, marchand de gros, tous de la cité de Trois-Rivières, dans la province de Québec, qui tous sont sujets de Sa Majesté et devront être les premiers directeurs de la dite compagnie.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 26 avril 1899.

1573

Avis est par le présent donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, constituant les requérants et toutes personnes qui pourront subséquemment devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera : "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka."

2° Les objets pour lesquels la constitution de la compagnie est demandée, sont les suivants : l'encouragement de la colonisation, le défrichement et la culture des terres, le commerce des produits agricoles, naturels et manufacturés et la confection d'iceux, l'exploitation du commerce de voiturage par eau et par terre, et tout autre commerce.

3° Le siège principal des affaires de la Compagnie sera à Honfleur sur Péribonka, dans la Province de Québec.

4° Le montant du fond social sera de la somme de \$5,000.00.

5° Le nombre des actions sera de 250, et le montant de chaque action de \$20.00.

6. Les noms, professions et résidences des requérants, qui sont tous sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie, sont comme suit : Linière Taschereau, avocat ; Achilles Mercier, notaire ; Joseph Alfred Langlais, commerçant ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, commerçant ; Paul de Cazes, employé civil, tous de Québec, et Louis Dionne, cultivateur, de Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,
Sol. des requérants.

Québec, 19 avril 1899.

1479-2

Avis public est par le présent donné qu'après les délais voulus par la loi, les personnes dont les noms suivent s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, lui demandant de les constituer en corporation et de leur octroyer une charte, sous le grand sceau de la province, de la manière et pour les fins ci-après mentionnées, savoir :

1° Le nom social de la dite corporation sera *The Rock City Tobacco Company* ;

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la dite compagnie est demandée est l'exploitation générale de l'industrie du tabac ;

3° L'endroit dans les limites de la province choisi pour le siège principal des affaires de la compagnie est Québec ;

4° Le chiffre projeté du fonds social est cinquante mille piastres ;

5° Le nombre des actions est de cinq cents de cent piastres chacune ;

6° Les noms, adresses, professions de chacun des requérants, sont comme suit, savoir : Napoléon Drouin, de Québec, négociant ; Joseph Picard, de

3. The said company's principal place of business will be in the city of Three Rivers, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock will be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The number of shares will be one thousand, and the value of each share five dollars (\$5.00).

6. The names, residence, qualities and callings of the petitioners are as follows : Richard S. Cooke, advocate ; Louis Brunelle, merchant ; F. Siméon Tourigny, advocate ; Alexander Houliston, advocate ; Narcisse Grenier, advocate ; Pierre Albert Drolet, wholesale merchant, all of the city of Three Rivers, in the province of Quebec, who are all british subjects and will be the first directors of the said company.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for petitioners.

Three Rivers, 26th April, 1899.

1574

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a granting of a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, and amendments thereto, constituting the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka".

2. The purposes for which its incorporation is sought are the following : the encouragement of colonization, the clearance and tillage of land, trade in agricultural, natural and manufactured products and the preparation thereof, the business of carriers on land and water, and any other trading.

3. The company's principal business place will be at Honfleur sur Péribonka, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock will be \$5,000.00.

5. The number of shares will be 250 and the amount of each share \$20.00.

6. The names, professions and residences of the petitioners, who are all subjects of Her Majesty, and who will be the first directors of the company, are as follows : Linière Taschereau, advocate ; Achilles Mercier, notary ; Joseph Alfred Langlais, trader ; Jean-Baptiste Eugène Letellier, trader ; Paul de Cazes, civil service employee, all of Quebec, and Louis Dionne, farmer, of Honfleur sur Péribonka.

PH. V. CHALOULT,
Sol. of petitioners.

Quebec, 19th April, 1899.

1480

Notice is hereby given that after the delay required by law, the persons hereinafter named will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, asking to erect them into incorporation and grant them a charter under the great seal of the province, in the manner and for the purposes hereinafter set forth, to wit :

1° The corporate name of the said corporation will be "The Rock City Tobacco Company."

2° The object for which the incorporation of the said company is sought is the general working of the tobacco industry.

3° The place within the limits of the province chosen for the company's chief place is Quebec.

4° The proposed amount of the capital stock is fifty thousand dollars.

5° The number of shares is five hundred of one hundred dollars each.

6° The names, residences and professions of each of the petitioners are as follows, to wit : Napoléon Drouin, of Quebec, trader ; Joseph Picard, of Que-

Québec, commis ; Alfred Drouin, de Québec, commis ; Alexis Drouin, de Québec, négociant ; Edmond Drouin, de Québec, négociant ;

7° Tous les dits requérants résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté ;

8° Les requérants Napoléon Drouin, Alexis Drouin et Edmond Drouin seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Procès. des Requérants.

Québec, 4 avril 1899.

1255-4

AVIS

Les personnes ci-après nommées s'adresseront au lieutenant-gouverneur, dans le mois qui suivra la dernière publication de cet avis, pour obtenir une charte, par lettres patentes en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" (art. 4694 et seq. des statuts refondus de la province de Québec, 1888), les constituant, avec les autres personnes qui s'adjoindront à elles, en corporation et corps politique.

1° Le nom social de la compagnie sera "The Provident Trust and Investment Company."

2° L'objet pour lequel la compagnie veut être constituée en corporation est : acquérir, à quelque titre que ce soit, des propriétés immobilières, y ériger des bâtiments, les posséder et exploiter, les louer, les hypothéquer, les aliéner par vente ou autrement, en faire un commerce ; acquérir des créances hypothécaires, des débiteures de corporations municipales et autres, en disposer ; se procurer des fonds soit en émettant des débiteures ou autrement ; faire des prêts d'argent, à telles conditions qu'elle jugera avantageuses sur hypothèques, ou sur des valeurs publiques de la Puissance ou des diverses provinces du Canada, ou sur des débiteures émises par des corporations, ou sur des actions de banques légalement constituées ou sur toute autre garantie ; agir comme agent pour placer, sur hypothèques ou sur valeurs publiques, ou sur toute autre garantie, comme susdit, les capitaux qui lui seront confiés, ou pour administrer des successions, percevoir les loyers et généralement toutes sommes dues par prêts, dividendes, débiteures, bons, lettres de change, billets, ou autrement ; elle pourra aussi s'amalgamer avec d'autres compagnies.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de cinq cent mille dollars.

5° Le nombre des actions sera de cinq mille, et le montant de chaque action sera de cent dollars.

6° Les requérants sont : l'honorable Alphonse Desjardins, de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, membre du Conseil Privé du Canada, financier ; Lucien Arsène Bernard, pharmacien, de la cité et du district de Montréal ; Guillaume Narcisse Ducharme, financier, de la ville de Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal ; Onésime Martineau, de la dite cité de Montréal, entrepreneur ; Ananie Siméon Hamelin, financier, de la dite cité de Montréal ; Jean-Baptiste Hubert Desjardins, manufacturier, de la dite ville de Maisonneuve ; Amédée Anacleet Bernard, médecin, de la ville de Saint-Henri, dans le dit district.

Les premiers directeurs seront les dits honorable Alphonse Desjardins, Lucien Arsène Bernard, Guillaume Narcisse Ducharme, Onésime Martineau et Ananie Siméon Hamelin, requérants.

Tous les requérants résident au Canada et sont sujets de Sa Majesté.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solliciteurs pour les requérants.

Montréal, 29 Mars 1899.

1279-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnés, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds

bec, clerk ; Alfred Drouin, of Québec, clerk ; Alexis Drouin, of Québec, trader ; Edmond Drouin, of Québec, trader.

7° All the said petitioners reside in Canada and are subj cts of Her Majesty.

8° The petitioners Napoléon Drouin, Alexis Drouin and Edmond Drouin will be the first directors of the said company.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,

Attorneys for petitioners.

Québec, 4th April, 1899.

1256

NOTICE.

The persons hereinafter named will apply to the lieutenant governor, within one month after the last publication of this notice, for a charter by letters patent under the provisions of the "joint stock companies incorporation act" (art. 4694 et seq. of the consolidated statutes of the province of Québec, 1888), constituting them, and such other persons who will join them, a corporation and a body politic.

1. The corporate name of the company will be "The Provident Trust and Investment Company."

2. The object for which incorporation is sought is : to acquire real estate by any title whatever, to erect buildings thereon, to own and develop, lease, mortgage, alienate by sale or otherwise any such property, to trade in real estate ; to acquire hypothecary claims, debentures of municipal or other corporations, and dispose of the same ; to borrow money, either by issuing debentures or otherwise ; to lend money on such conditions as it may deem advantageous on mortgage, or on the public securities of the Dominion, or of the various provinces, of Canada, or on debentures issued by corporations, or on the shares of any incorporated bank, or upon any other security ; to act as agent for investing on mortgage, or on public securities, or any other securities as aforesaid, the monies which will be entrusted to it, or for administering successions, collecting rents and generally all sums whatever due on loans, dividends, debentures, bonds, bills, notes, or otherwise ; it shall also have the power to amalgamate with other companies.

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The intended amount of the capital stock is five hundred thousand dollars.

5. The number of shares is to be five thousand, of the value of one hundred dollars each.

6. The applicants are : honorable Alphonse Desjardins, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, a member of the privy council of Canada, financier ; Lucien Arsène Bernard, of the city and district of Montreal, apothecary ; Guillaume Narcisse Ducharme, of the town of Sainte-Cunégonde, in the district of Montreal, financier ; Onésime Martineau, of the said city of Montreal, contractor ; Ananie Siméon Hamelin, of the said city of Montreal, financier ; Jean Bte. Hubert Desjardins, of the said town of Maisonneuve, manufacturer ; Amédée Anacleet Bernard, surgeon, of the town of Saint-Henri, in the said district.

The first directors are to be the said honorable Alphonse Desjardins, Lucien Arsène Bernard, Guillaume Narcisse Ducharme, Onésime Martineau and Ananie Siméon Hamelin, applicants.

All the applicants are residing in Canada and subjects of Her Majesty.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Solicitors for the applicants.

Montreal, 29th March, 1899.

1280

Notice is hereby given that an application will be made by the petitioners herein after mentioned to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter by letters patent, under the "Incorporation of Joint Stock Companies' Act,"

social, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom incorporé de la dite compagnie sera "The Real Estate Investment Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acheter ou louer des immeubles de toute description, soit à la ville ou à la campagne, limites à bois, moulins, manufactures et pouvoirs d'eau ; de les posséder, hypothéquer, vendre, transporter et aliéner ; ériger et construire des bâtisses, accepter des stocks et obligations et en disposer, d'aucune autre corporation en paiement de telle propriété que la compagnie peut vendre ou acquérir ; emprunter de l'argent et en garantie donner des hypothèques, débetures ou autrement et faire en général toutes choses en rapport aux immeubles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant des fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cent, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Pierre Alexandre Larivière, marchand d'immeubles, du village de Melbourne, dans le district de Saint-François ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentilhomme ; Henry C. Bellew, courtier d'assurance ; Joseph A. Leguerrier, constructeur et entrepreneur, tous trois de la cité de Montréal, et John Matthew Nunns, entrepreneur, du village de Melbourne, tous sont sujets de Sa Majesté.

Les trois premiers nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

DORAIS & DORAIS,

Procureurs des requérants.

Montréal, 18 avril 1899.

1463-2

Canada, }
Province de Québec. }

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, et sous six mois après le 29e jour de mars 1899, étant la date de la sanction, par les actionnaires de "The Canadian Rand Drill Company," du règlement de la dite compagnie, à cet effet, les directeurs de la dite compagnie, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes supplémentaires, augmentant le fonds social de la dite "Canadian Rand Drill Company," de la somme de dix-huit mille piastres, à la somme de cinquante mille piastres, la dite augmentation devant être divisée en trois cent vingt actions de cent piastres chacune.

LAWRENCE & MORRIS,

Solliciteurs des Requérants.

Daté à Sherbrooke, ce 30e jour de mars, A. D., 1899.

1215-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des Compagnies à fonds social et amendements, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie sera *The Wm Rutherford & Sons Company* (limitée).

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acheter, vendre, manufacturer le bois et articles en bois de toute description et en faire le commerce ; de faire des contrats pour cons-

stituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the said company will be "The Real Estate Investment Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to buy or lease real estate of any description, whether in town or country, timber limits, mills, factories and water powers ; to hold the same, to mortgage, sell, transfer and alienate the same ; to erect and construct buildings ; to accept, and dispose of stocks and bonds of any other corporation in payment of such property as the company may sell or acquire ; to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise ; and to engage generally in all undertakings relating to real estate.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars.

5. The number of shares will be five hundred, the amount of each share will be one hundred dollars.

6. The names, addresses and callings of the petitioners are as follows :

Pierre Alexandre Larivière, dealer in real estate, of the village of Melbourne, in the district of Saint Francis ; Henry Fitzwilliam Bellew, gentleman ; Henry C. Bellew, insurance broker ; Joseph A. Leguerrier, builder and contractor, all three of the city of Montreal, and John Matthew Nunns, contractor, of the village of Melbourne, all being subjects of Her Majesty.

The first named three of whom shall be the first directors of the company.

DORAIS & DORAIS,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 18th April, 1899.

1464

Canada, }
Province of Québec. }

Public notice is hereby given, that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, and within six months after the 29th day of March, 1899, being the date of the sanction by the shareholders of The Canadian Rand Drill Company, of the by-law of said company to that effect, the directors of the said company, will, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, make application to His Honor the lieutenant governor in council, for supplementary letters patent, increasing the capital stock of the said The Canadian Rand Drill Company, from the sum of eighteen thousand dollars, to the sum of fifty thousand dollars, said increase to be divided into three hundred and twenty shares of one hundred dollars each.

LAWRENCE & MORRIS,

Solicitors for applicants.

Dated at Sherbrooke, this 30th day of March, A. D., 1899.

1216

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant-governor in council, for the granting of a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act and amendments, constituting them and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be "The Wm Rutherford & Sons Company" (Limited).

2. The objects for which incorporation is sought are : to buy, sell, manufacture and deal in lumber and woodwork of every description ; to take building contracts and contracts for building material ;

tructions et contrats pour matériaux de constructions ; de construire des bâties ; de faire le commerce d'immeubles, les hypothéquer et accepter des hypothèques sur iceux et en général de faire toutes choses en rapport ou nécessaires pour les fins des susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

William Rutherford, manufacturier, de la ville de Westmont, dans la province de Québec ; Thomas Jackson Rutherford, manufacturier, de la cité de Montréal, dans la province de Québec ; William Rutherford, junior, manufacturier ; Andrew Rutherford, manufacturier, et Stewart Flemming Rutherford, ingénieur civil, tous de la dite ville de Westmont, dans la province de Québec.

7° Les dits William Rutherford, Thomas Jackson Rutherford, William Rutherford, junior, Andrew Rutherford et Stewart Flemming Rutherford, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

W. G. CRUICKSHANK,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 4 avril 1899. 1249-4

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une licence a été accordée par l'Honorable Secrétaire Provincial, à The Birkbeck Investment Security and Savings Company, de Toronto, pour faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements, dans la province de Québec.

Le principal agent et procureur de la compagnie dans la province de Québec est James W. Mills, de la cité de Montréal.

F. W. G. FITZGERALD,
Secrétaire.

30 mars 1899.

1431-2

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DES BASSES LAURENTIDES.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie de chemin de fer des Basses Laurentides, aura lieu au principal bureau de la compagnie, à savoir : dans le bureau d'enregistrement, dans la cité de Trois-Rivières, mardi, le neuvième jour de mai prochain (1899), à 11.30 a. m., pour élire les directeurs, prendre en considération et approuver l'offre d'achat de la ligne et de la propriété de la compagnie par la compagnie du chemin de fer Grand Nord, et pour autoriser et sanctionner la vente d'icelles à telle compagnie.

WILLIAM COOK,
Secrétaire.

Trois Rivières, 12 avril 1899.

1395-3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de The Robert Miller Co., Ltd.
Montréal, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 15e jour de mai 1899, après laquelle date

to erect buildings ; to deal in real estate, hypothecate the same and accept hypothecs thereon, and generally to do all things incidental to or necessary for the effective carrying out of the objects aforesaid.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Sainte-Cunégonde of Montreal, in the district of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company, is to be one hundred and fifty thousand dollars.

5. The number of shares is to be fifteen hundred, and the amount of each share one hundred dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows :

William Rutherford, manufacturer, of the town of Westmont, in the province of Quebec ; Thomas Jackson Rutherford, manufacturer, of the city of Montreal, in the province of Quebec ; William Rutherford, junior, manufacturer ; Andrew Rutherford, manufacturer, and Stewart Flemming Rutherford, civil engineer, all of the said town of Westmont, in the province of Quebec.

7. The said William Rutherford, Thomas Jackson Rutherford, William Rutherford, junior, Andrew Rutherford and Stewart Flemming Rutherford are to be the first or provisional directors of the company.

W. G. CRUICKSHANK,
Solicitor for applicants.

Montreal, 4th April, 1899.

1250

NOTICE.

Notice is hereby given that a license has been granted by the Honourable the Provincial Secretary to the Birkbeck Investment Security and Savings Company, of Toronto, to transact the business of a loan and investment company, in the province of Quebec.

The principal agent and attorney of the company in the province of Quebec is James W. Mills, of the city of Montreal.

F. W. G. FITZGERALD,
Secretary.

30th March, 1899.

1432

LOWER LAURENTIAN RAILWAY COMPANY.

NOTICE.

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Lower Laurentian Railway Company, will be held at the head office of the company, to wit : at the registry office, in the city of Three Rivers, on Tuesday, the ninth day of May next (1899), at the hour of 11.30 A.M., to elect directors and to take into consideration and to approve the offer of purchase of the company's line and property by the Great Northern Railway Company, and to authorize and sanction the sale thereof to such company.

WILLIAM COOK,
Secretary.

Three Rivers, 12th April, 1899.

1396

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of The Robert Miller Co. Ltd. Mon-
treal, In liquidation

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, 15th day of May, 1899, after which date dividends will be payable at

les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrament.

JOHN McD. HAINS,
Liquidateur.
1513

Montréal, 24 avril 1899.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
In re Elz. Marois, Failli.
Je, soussigné, A. Gaboury, de Québec, donne avis que le 21 avril 1899, Elzéar Marois, marchand, de Québec, a fait abandon de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément à la loi.

A. GABOURY,
1519 Gardien provisoire.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
David Libling, Requérent cession ;
et
Maxime Winter, Débiteur.
Avis est par le présent donné que, Maxime Winter, de Grand-Mère, marchand, le vingt-quatrième jour d'avril 1899, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district des Trois-Rivières.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.
1557

Québec, 26 avril 1899.

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de George William Smith, de Gatineau Point, Québec, Failli.
Avis est par le présent donné que, George William Smith, de Gatineau Point, le vingt-quatrième jour d'avril 1899, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du Protonotaire de la cour supérieure du district d'Ottawa.

THOS. H. BIRKS,
Gardien provisoire.
1587

Hull, 25 avril 1899.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 335.
In re Pierre Jalbert, de Windsor Mills, Québec, Failli.
Avis est par le présent donné que le 25ième jour d'avril courant, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du failli susnommé.
Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau dans les trente jours de cet avis.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
87, rue Wellington.
Sherbrooke, 26 avril 1899. 1571

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Pierre Bougie, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que le 26e jour d'avril 1899, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du susdit failli, par ordre de la cour supérieure, pour le district de Montréal.
Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous les trente jours.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 26 avril 1899. 1599

my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,
Liquidator.
1514

Montreal, 24th April, 1899.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
In re Elz. Marois, Insolvent.
I, the undersigned, A. Gaboury, of Quebec, hereby give notice, that Elzéar Marois, merchant, of Quebec, has on the 21st April, 1899, made an abandonment of his property, for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

A. GABOURY,
1520 Provisional guardian.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
David Libling, Petitioner for assignment ;
and
Maxime Winter, Debtor.
Notice is hereby given that, Maxime Winter, of Grand Mère, merchant, has, on the twenty-fourth day of April, 1899, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers.

GEORGE LEFAIVRE,
Provisional guardian.
1558

Quebec, 26th April, 1899.

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In the matter of George William Smith, Gatineau Point, Quebec, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the twenty-fourth day of April, 1899, George William Smith, of Gatineau Point, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the superior court for the district of Ottawa.

THOS. H. BIRKS,
Provisional guardian.
1588

Hull, 25th April, 1899.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 335.
In re Pierre Jalbert, of Windsor Mills, Quebec, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 25th day of April instant, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent.
Creditors are requested to file their claims with me within thirty days from the date of this notice.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
87, Wellington street.
Sherbrooke, 26th April, 1899. 1572

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Pierre Bougie, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that by order of the superior court, for the district of Montreal, on the 26th day of April, 1899, we have been appointed joint curators to the above estate.
Claims must be filed at our office within thirty days.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 26th April, 1899. 1590

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

In re Adjutor Moreau, St-Hyacinthe, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'à lundi, le 15ème jour de mai prochain (1899) après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

F. X. A. BOISSEAU,
Curateur.
1535

St-Hyacinthe, 25 avril 1899.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Valiquette & Larivée, Sainte-Adèle, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé sur le produit des biens meubles et sera sujet à contestation jusqu'au 18 mai 1899, le et après laquelle date les collocations seront payables à notre bureau, No. 1709, rue Notre-Dame, Montréal.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

Montréal, 29 avril, 1899. 1591

In re Joseph François Trottier, Grand'Mère, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende est préparé en cette affaire et sera sujet à contestation jusqu'au seize (16) mai prochain.

Le dividende sera payable à cette date.

HENRI LAVIGNE,
Curateur.
1561

Trois-Rivières, 25 avril 1899.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que W. H. Childs & Fils, boulangers, de la cité de Québec, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 25ème jour d'avril 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément à la loi.

PARADIS & JOBIN,
Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 avril 1899. 1617

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Chicoutimi. }

Avis est par le présent donné que Adelard Tremblay, marchand, de Chicoutimi, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le vingt-sixième jour d'avril 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, conformément à la loi.

PARADIS & JOBIN,
Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 27 avril 1899. 1615

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Napoléon Vézina, de Québec, plombier, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge A. B. Routhier, en date du vingt-septième jour d'avril 1899, les sous-signés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, au bureau des sous-signés, No 48, rue St. Pierre, sous trente jours de cette date.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 27 avril 1899. 1627

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

In re Adjutor Moreau, St-Hyacinth, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 15th day of May next (1899), after which date the dividends will be payable at my office.

F. X. A. BOISSEAU,
Curator.
1536

St Hyacinth, 25th April, 1899.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*

In the matter of Valiquette & Larivée, Sainte Adèle, Quebec. Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared upon the proceeds of goods and chattels and immovables, open to objection until 18th May, 1899, on and after said date the dividends will be payable at our office, No. 1709, Notre-Dame street, Montreal.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators.

Montreal, 29th April, 1899. 1592

In re Joseph François Trottier, Grand'Mère, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the sixteenth (16) of May next.

The dividend will be payable on that date.

HENRI LAVIGNE,
Curator.
1562

Three Rivers, 25th April, 1899.

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court*

Notice is hereby given that W. H. Childs & Fils, bakers, of Quebec, have on the 25th of April, 1899, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

PARADIS & JOBIN,
Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 26th April, 1899. 1618

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Chicoutimi. }

Notice is hereby given that Adelard Tremblay, merchant, of Chicoutimi, has on the twenty-sixth day of April, 1899, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

PARADIS & JOBIN,
Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 27th April, 1899. 1616

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

In the matter of Napoléon Vézina, of Québec, plumber, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honorable judge A. B. Routhier, dated the twenty-seventh day of April, 1899, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested under oath, at the office of the undersigned, No. 48, St. Peter street, within thirty days from date.

GEO. LEFAIVRE,
L. E. TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 27th April, 1899. 1628

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re The Dominion Radiator Co. Ltd.,
 Demanderesse ;

vs
 Joseph Lafrance & Joseph-Nestor Larivière, tous
 deux de la cité de Montréal, dit district, et y
 faisant affaires ensemble en société, comme plom-
 biers, sous la raison sociale de "Lafrance & La-
 rivière," Défendeurs.
 Avis est par les présentes donné, que les dits
 défendeurs ont, ce jour, fait au bureau du protono-
 taire de cette cour, un abandon judiciaire de tous
 leurs biens, pour le bénéfice de leurs créanciers.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,
 Avocats du demandeur.
 Montréal, 24 avril 1899. 1629

Règles de Cour

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour de Circuit.*
 No. 4512.

Le 22 avril 1899.

Présent : L'hon. Chs. C. de Lorimier, J. C. S.
 Napoléon Pin, forgeron, de la paroisse de St-Côme,
 dans le district de Joliette, Demandeur ;

vs.
 Noé Desmarais, de la paroisse de St-Côme susdite,
 Défendeur ;

et
 Joseph Peltrio, cultivateur, du même lieu,
 Opposant.

Vu l'opposition produite en cette cause, alléguant
 la déconfiture du défendeur, et vu la requête pré-
 sentée de la part du dit opposant, nous soussigné,
 un des juges de la cour supérieure, siégeant dans et
 pour le district de Joliette, et, comme tel, y tenant
 la cour de Circuit, ordonnons que les créanciers du
 défendeur soient appelés, par un avis à être publié
 deux fois dans les langues française et anglaise, dans
 la *Gazette Officielle de Québec*, à produire au greffe
 de cette cour leurs réclamations dans les quinze
 jours de la date de la première insertion du dit
 avis dans la dite *Gazette Officielle*, conformément à
 l'article 673 du Code de procédure civile.

(Signé) CHS. C. DELORIMIER,
 J. C. S.

[Vraie copie.]
 McCONVILLE & DUCHARME,
 1537 G. C. C.

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour de Circuit.*
 No. 4511.

Le 22 avril 1899.

Présent : L'hon. Chs. C. de Lorimier, J. C. S.
 George Pin, journalier, de la paroisse de Saint-
 Côme, dans le district de Joliette, Demandeur ;

vs.
 Noé Desmarais, du même lieu, Défendeur ;

et
 Joseph Peltrio, cultivateur, du même lieu,
 Opposant.

Vu l'opposition produite en cette cause, alléguant
 la déconfiture du défendeur, et vu la requête pré-
 sentée de la part du dit opposant, nous soussigné,
 un des juges de la cour supérieure, siégeant dans et
 pour le district de Joliette, et, comme tel, y tenant
 la cour de circuit, ordonnons que les créanciers du
 défendeur soient appelés, par un avis à être publié
 deux fois dans les langues française et anglaise,
 dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire au
 greffe de cette cour, leurs réclamations dans les
 quinze jours de la date de la première insertion du

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Dominion Radiator Co. Ltd.,
 Plaintiff ;

vs
 Joseph Lafrance & Joseph Nestor Larivière, both
 of the city of Montreal, said district, and there
 carrying on business together in copartnership as
 plumbers, under the name and style of "Lafrance
 & Larivière," Défendants.
 Notice is hereby given that the said defendants
 have, this day, made in the office of the prothonotary
 of this court, a judicial abandonment of their pro-
 perty, for the greatest benefit of their creditors.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,
 Attorneys for Plaintiff,
 Montreal 24th April, 1899. 1630

Rules of Court

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Circuit Court.*
 No. 4512.

The 22nd of April, 1899.

Present : The Hon. Chs. C. de Lorimier, J. S. C.
 Napoléon Pin, blacksmith, of the parish of Saint
 Côme, in the district of Joliette, Plaintiff ;

vs.
 Noé Desmarais, of the parish of Saint Côme afore-
 said, Defendant ;

and
 Joseph Peltrio, farmer, of the same place,
 Opposant.

Seeing the opposition filed in this cause, alleging
 the discomfiture of the defendant, and seeing the
 petition presented on behalf of the said opposant,
 we, the undersigned, one of the judges of the
 superior court, sitting in and for the district of
 Joliette, and as such holding the circuit court there,
 do order that the creditors of the defendant be called
 on, by a notice to be published twice in the french
 and english languages, in the *Quebec Official Gazette*,
 to file their claims in the office of this court, within
 the fifteen days from the date of the first insertion
 of the said notice in the said *Official Gazette*, pur-
 suant to article 673 of the code of civil procedure.

(Signed) CHS. C. DE LORIMIER,
 J. S. C.

[True copy.]
 McCONVILLE & DUCHARME,
 1538 C. C. C.

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Circuit Court.*
 No. 4511.

The 22nd of April, 1899.

Present : The Hon. Chs. C. de Lorimier, J. S. C.
 George Pin, laborer, of the parish of Saint-Côme,
 in the district of Joliette, Plaintiff ;

vs.
 Noé Desmarais, of the same place, Defendant ;

and
 Joseph Peltrio, farmer, of the same place,
 Opposant.

Seeing the opposition filed in this cause, alleging
 the discomfiture of the defendant, and seeing the
 petition presented on behalf of the said opposant,
 we, the undersigned, one of the judges of the
 superior court, sitting in and for the district of
 Joliette, and as such holding the circuit court there,
 do order that the creditors of the defendant be called
 on, by a notice to be published twice in the french
 and english languages, in the *Quebec Official Gazette*,
 to file their claims in the office of this court, within
 the fifteen days from the date of the first insertion

dit avis dans la dite *Gazette Officielle*, conformément à l'article 673 du code de procédure civile.

(Signé) CHS C. DE LORIMIER,
J. C. S.

[Vraie copie]

McCONVILLE & DUCHARME,
1581 G. C. C.

of the said notice in the said *Official Gazette*, pursuant to article 673 of the code of civil procedure.

(Signed) CHS. C. DE LORIMIER,
J. S. C.

[True copy]

McCONVILLE & DUCHARME,
1582 C. C. C.

Licitations

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No. 38.

AVIS DE LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, le trentième jour de mars 1899, dans une cause dans laquelle Dame Christine Longpré, du township de Wakefield, dans le district d'Ottawa, veuve de feu Cyrille Barbeau, en son vivant cultivateur, du même lieu, est demanderesse, et Napoléon Ferdinand Barbeau, cultivateur, du township de Templeton, dans le district d'Ottawa, Dame Marie Barbeau, du township de Portland, dit district, épouse commune en biens de Dolphis Legrand, cultivateur, du dit township de Portland, et le dit Dolphis Legrand, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dolphis Legrand, cultivateur, du dit township de Portland, en sa qualité de tuteur dûment élu en justice aux enfants mineurs issus du mariage de feu Cyrille Rosario Barbeau *alias* Rosario Barbeau et de dame Alexina *alias* Dina Bouvrette, par acte de tutelle homologué le 3 décembre 1898, et enregistré le 4 de janvier 1899, Rémi Anatole Barbeau, cultivateur, et Henri Barbeau, tous deux du susdit township de Templeton, dit district, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles, désignés comme suit, savoir : 1. Les lots Nos. 27, 28a et 28b, du 13ème rang du canton de Templeton, dit district—avec les bâtisses y érigées. 2. Les lots Nos. 28 et 27, du 3ème rang du canton de Wakefield, dit district, et la partie est des lots Nos. 26a et 26b, du dit 3ème rang du canton de Wakefield, dit district, contenant ensemble les dits lots 205½ acres en superficie, plus ou moins—sans bâtisses. La partie est des lots 26a et 26b, du dit 3ème rang du township de Wakefield étant bornée comme suit : au sud par la ligne de division entre les townships de Templeton et de Wakefield, au nord par la ligne de division entre les 3ème et 4ème rangs de Wakefield, à l'est par le lot No. 27, du dit 3ème rang, et à l'ouest par un chemin public appelé le chemin de Portland.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchériseur, le SEIZIÈME jour de mai 1899, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité de Hull, sujets aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier des charges, déposé au greffe du prothonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du prothonotaire de la dite cour 12 jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

ROCHON & CHAMPAGNE,

Avocats de la demanderesse.

Hull, le 4 avril 1899. 1259-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

Licitations

Province of Quebec }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 38.

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Hull, in the district of Ottawa, on the thirtieth day of March 1899, in a cause wherein Dame Christine Longpré, of the township of Wakefield, in the district of Ottawa, widow of the late Cyrille Barbeau, in his lifetime farmer, of the same place, is plaintiff, and Napoléon Ferdinand Barbeau, farmer, of the township of Templeton, in the district of Ottawa, Dame Marie Barbeau, of the township of Portland, said district, wife common as to property of Dolphis Legrand, farmer, of the said township of Portland, and the said Dolphis Legrand, as well personally as to authorize his said wife for the purposes hereof, Dolphis Legrand, farmer, of the said township of Portland, in his quality of tutor duly appointed by law to the minor children issue of the marriage of the late Cyrille Rosario Barbeau *alias* Rosario Barbeau and of Dame Alexina *alias* Dina Bouvrette, by act of tutorship homologated on the 3rd of December, 1898, and registered on the 4th of January, 1899, Remi Anatole Barbeau, farmer, and Henri Barbeau, both of the said township of Templeton, said district, are defendants, ordering the licitation of certain lots described as follows, to wit: 1. Lots Nos. 27, 28a and 28b, of the 13th range of the township of Templeton, said district—with the buildings thereon erected. 2. Lots Nos. 28 and 27, of the 3rd range of the township of Wakefield, said district, and the east part of lots Nos. 26a and 26b, of the said 3rd range of the township of Wakefield, said district, said lots together containing 205½ acres in area, more or less—without buildings. The east part of lots 26a and 26b, of the said 3rd range of the township of Wakefield being bounded as follows : on the south by the division line between the townships of Templeton and Wakefield, on the north by the division line between the 3rd and 4th ranges of Wakefield, on the east by lot No. 27, of the said 3rd range, and on the west by a public road called the Portland road.

The immovables above described will be put up for sale and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of MAY, 1899, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Hull, subject to the clauses, charges and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be deposited in the office of the prothonotary of the said court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be deposited in the said office within the 6 days following the adjudication, and failing the parties to deposit such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from doing so.

ROCHON & CHAMPAGNE,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 4th April, 1899. 1260
[First published, 8th April, 1899.]

District d'Ottawa

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, le quatrième jour d'avril 1899, dans une cause dans laquelle William Henry Baker, épiciier, de la ville de Buckingham, est demandeur, et Ivan Johannisse, ouvrier de la ville de Buckingham, dit district, en sa qualité de tuteur d'ment élu en justice à Mary Baker, enfant mineure issue du mariage de William Henry Baker, épiciier, de la ville de Buckingham, et de dame Elisha Especk alias Zarns, en vertu d'un acte de tutelle d'ment homologué, le 5ème jour de février 1899, et Louis Riopel, cultivateur du township de Buckingham, dit district, en sa qualité de tuteur d'ment élu en justice à James Elaschias Baker, enfant mineur issu du mariage du dit William Henry Baker et de la dite dame Elisha Especk alias Zarns, en vertu d'un acte de tutelle d'ment revêtu de toutes les formalités requises par la loi et homologué le 25ème jour de février 1899, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté Labelle, le 26ème jour de février dernier, et Dame Elisha Especk alias Zarns, de la dite ville de Buckingham, dit district, épouse commune en biens du dit William Henry Baker, et ce dernier à l'effet d'autoriser sa dite épouse pour les fins des présentes en autant que besoin est, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un certain lot de terre situé sur le côté est de la rue Principale et sur le côté sud de la rue du Marché, de la ville de Buckingham, et connu et désigné d'après le plan officiel et le livre de renvoi comme le lot No 419, et contenant 4150 pieds en superficie, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur. le SEIZIEME jour de MAI, 1899, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité de Hull, sujets aux charges, clauses, et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, 12 jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours apres adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

ROCHON & CHAMPAGNE,
Avocats du Demandeur.

Hull, le 4 avril 1899. 1313-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **VITAL GAUTHIER ET**
No 155. } uxors, Demandeurs ;
contre **ZOTIQUE GAUTHIER**, Défendeur.

Le lot numéro huit cent vingt-deux (822), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, étant dans le huitième rang du dit canton, et étant dans la paroisse de Saint-Germain de Grantham,

District of Ottawa.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in the city of Hull, in the district of Ottawa, on the fourth day of April, 1899, in a cause in which William Henry Baker, grocer, of the town of Buckingham, is plaintiff, and Ivan Johannisse, laborer, of the town of Buckingham, said district, in his quality of tutor duly appointed by law to Mary Baker, minor child issue of the marriage of William Henry Baker, grocer, of the town of Buckingham, and of Dame Elisha Especk alias Zarns, in virtue of an Act of tutorship duly homologated, on the 5th day of February, 1899, and Louis Riopel, farmer, of the township of Buckingham, said district, in his quality of tutor duly appointed by law to James Elaschias Baker, minor child issue of the marriage of the said William Henry Baker and of the said Dame Elisha Especk alias Zarns, in virtue of an act of tutorship duly clothed with the formalities required by law and homologated on the 25th day of February, 1899, and registered in the registry office of the county of Labelle, on the 26th day of February last, and Dame Elisha Especk alias Zarns, of the said town of Buckingham, said district, wife common as to property of the said William Henry Baker, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof in so far as need be, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable property described as follows, to wit :

A certain lot of land situate on the east side of Principal street, and on the south side of the Market street, of the town of Buckingham, and known and designated on the official plan and book of reference as lot No. 419, and containing 4150 feet in area, more or less—with a house and outbuildings thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of the month of MAY, 1899, sitting the court, in the court room, of the court house, in the city of Hull ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ROCHON & CHAMPAGNE,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 4th April, 1899. 1314
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **VITAL GAUTHIER ET**
No. 155. } uxors, Plaintiffs ; against
ZOTIQUE GAUTHIER, Defendant.

Lot number eight hundred and twenty-two (822), of the official plan and book of reference of the township of Grantham, being in the eighth range of said township, and being in the parish of Saint Germain

dans le comté de Drummond et dans le district d'Arthabaska—avec ensemble, maison, granges et autres bâties desous érigées.

La dite vente est faite à la charge :

1° D'une obligation due à Michel Fontaine de Drummondville, rentier, pour la somme de cinquante piastres et intérêt sur icelle, depuis le 20 juillet 1895, en vertu d'un transport en date du 12 juillet 1890 et enregistré sous le numéro 26011.

2° D'une pension en faveur des demandeurs Vital Gauthier et son épouse Dame Marie Lafleur, mentionnée dans un acte de donation passé à Drummondville, le troisième jour de décembre 1883, devant M^{re} J. E. Girouard, notaire public, et acte de rectification passé le 25 juillet 1885, devant le même notaire à Drummondville, et sujette aux réserves mentionnées dans les dits actes en faveur des dits demandeurs.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain de Grantham, le SEIZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Arthabaskaville, 7 avril 1899. 1309-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH A. DEFAIL-
District de Beauharnois. } LETTE ET AL., De-
No 501. } mandeurs ; vs. MOISE
COLPRON, Défendeur.

Un lot de terre dans la concession de la Rivière des Fèves (Bean River), dans la paroisse de Saint-Urbain Premier, dans le comté de Chateauguay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Urbain Premier, sous le numéro deux cent soixante et dix-sept (277)—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Urbain Premier, MARDI, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.
Beauharnois, 26 avril 1899. 1533
[Première publication, 29 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Province de Québec, } OMER GOVIN ET AL.,
District de Bedford. } Demandeurs ; contre les
No 377. } terres et tenements de YVES
ALIAS YVON LEFEUNTUN ET AL., Défendeurs.

Cette terre située dans le canton de Milton, dans le district de Bedford, dans la province de Québec, formant partie du dixième rang du dit canton, maintenant connue aux

de Grantham, in the county of Drummond and district of Arthabaska—together with house, barns and other buildings thereon erected.

The said sale to be made subject :

1. To an obligation due to Michel Fontaine, of Drummondville, rentier, for the sum of fifty dollars and interest thereon, since 20th July, 1895, in virtue of a transfer dated 12th July, 1890, enregistered under number 26011.

2. Subject to a life rent in favor of the plaintiff Vital Gauthier, and his wife Dame Marie Lafleur, mentioned in a deed of donation passed at Drummondville, the third day of December, 1883, before M^{re} J. E. Girouard, notary public, and a deed of rectification passed the 25th July, 1885, before the same notary, at Drummondville, and subject to the reserves mentioned in the said deeds in favor of the said plaintiffs.

To be sold at the parochial church door of Saint Germain of Grantham, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Arthabaskaville, 7th April, 1899. 1310
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH A. DEFAIL-
District of Beauharnois. } LETTE ET AL., Plain-
No. 501. } tiffs ; vs. MOISE COL-
PRON, Defendant.

A lot of land in the Bean River concession, in the parish of Saint Urbain Premier, in the county of Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Urbain Premier, as number two hundred and seventy seven (277)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Urbain Premier, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Beauharnois, 26th April, 1899. 1534
[First published, 29th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Province of Quebec, } OMER GOVIN ET AL.,
District of Bedford. } Plaintiffs ; against the
No. 377. } lands and tenements of
YVES ALIAS YVON LEFEUNTUN ET AL., De-
fendants.

That certain land situated in the township of Milton, in the district of Bedford, in the province of Quebec, forming part of the tenth range of the said township, and now

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Valérien, comme lots numéros quatre cent six (406) et quatre cent douze (412), contenant environ soixante et dix arpents en superficie, ayant quinze arpents de largeur sur quatre arpents et demi de profondeur, joignant au sud les terres de Louis Saint-Armand, du côté nord, celle de Louis Adam, d'un côté le chemin public, de l'autre côté, la terre de Eusèbe Lebrigue—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Valérien, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 21 avril 1899. 1555
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **ALFRED FOURNIER**,
District de Bedford. } de la paroisse de Saint-
No. 6463. } Alexandre, dans le district
d'Iberville, cultivateur, Demandeur; contre les
terres et tenements de **GEORGE METHE**, de la
municipalité de Stanbridge Station, dans le district
de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro onze, dans le neuvième rang du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford (subdivision primitive); borné vers le nord par le numéro sept cent douze, vers le sud par le numéro sept cent dix, vers l'est par le numéro mille quatre-vingt-dix-neuf, et vers l'ouest par les numéros cent neuf et cent dix, mesurant trente-cinq perches de largeur sur deux cent quatre-vingt-quatre verges de profondeur, contenant soixante acres, deux vergées et cinq perches en superficie, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro sept cent onze (711)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi, dans la ville de Bedford, et district de Bedford, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 4 avril 1899. 1277-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **JOSEPH BRASSARD**,
No. 359. } de Saint-Dominique
de Jonquière, marchand, Demandeur; contre
ALEXIS RATTE, du même lieu, Défendeur.

Les ouvrages, bâtisses, améliorations et réclamations du dit Alexis Ratté, le défendeur, sur le numéro dix-sept A (17A), du premier rang du canton de Jonquière, suivant le cadastre du dit canton, contenant soixante et treize acres en superficie, plus ou moins; borné vers le nord à la rivière Saguenay, vers le sud par un chemin public, vers l'est au No. 18, et vers l'ouest au No. 17B, dix-sept B.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, le NEU-

known on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Valerien, as lots numbers four hundred and six (406) and four hundred and twelve (412), containing about seventy arpents in superficies, being fifteen arpents in width by four and one half arpents in length, joining to the south the lands of Louis Saint Armand, at the north side, that of Louis Adam, at one side the public road, at the other side the land of Eusebe Lebrigue—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parish church door of Saint Valerien, in the county of Shefford, and district of Bedford, on the THIRTY-FIRST day of MAY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 21st April, 1899. 1556
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **ALFRED FOURNIER**,
District of Bedford. } of the parish of Saint
No. 6463. } Alexander, in the district
of Iberville, farmer, Plaintiff; against the lands and
tenements of **GEORGE METHE**, of the municipa-
lity of Stanbridge Station, in the district of Bed-
ford, Defendant.

That certain piece of land forming part of lot number eleven, in the ninth range of the township of Stanbridge, in the district of Bedford (primitive subdivision); bounded towards the north by number seven hundred and twelve, towards the south by number seven hundred and ten, towards the east by number ten hundred and ninety-nine, and towards the west by numbers one hundred and nine and one hundred and ten, measuring thirty-five perches in width by two hundred and eighty-four rods in length, containing sixty acres, two roods and five perches in superficies, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Stanbridge, as number seven hundred and eleven (711)—with all buildings thereon erected.

To be sold at the registry office for the county of Missisquoi, in the town of Bedford and district of Bedford, on the THIRTEENTH day of MAY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 4th April, 1899. 1278
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **JOSEPH BRASSARD**, of
No. 359. } Saint Dominique de Jon-
quière, merchant, Plaintiff; against **ALEXIS**
RATTE, of the same place, Defendant.

The works, buildings, improvements and claims of the said Alexis Ratté, the Defendant, on number seventeen A (17A), of the first range of the township of Jonquière, according to the cadastre of the said township, containing seventy-three acres in area, more or less; bounded to the north by the river Saguenay, to the south by a public road, to the east by No. 18, and to the west by No. 17B, seventeen B.

To be sold at the church door of the parish of Saint Dominique de Jonquière, on the NINTH day

VIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 4 avril 1899. 1271-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **A ME FLORENCE**
No 1032. } **ELIZABETH ROE**,
seigneuresse de la seigneurie de Léry, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Alfred Elias Orr, médecin, de la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre **ODILE LAMARRE**, épouse séparée quant aux biens de Narcisse Beaudin, de la paroisse de Saint-Isidore, dans le district de Montréal, Défendresse.

Un lopin de terre sis et situé sur la rue Martin, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville ; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous les numéros un, deux, trois, quatre et cinq (Nos 1, 2, 3, 4 et 5)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, le **TRENTE ET UNIEME** jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, P. Q., 24 avril 1899. 1511
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **THOMAS P. EARLE**,
No 220. } de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre **LA COMPAGNIE DES FAIENCES DU CANADA**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires pour la province de Québec, dans la dite ville de Saint-Jean, Défendeur.

1o Un lopin de terre situé à l'angle nord-ouest des rues Grant et Saint-Georges, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinq cent vingt-quatre (No 524)—avec la poterie, les fours, les bouilloires, arbres de transmission et autres machineries attachant à la dite poterie, et les autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2o Un autre lopin de terre situé entre les rues Grant et Saint-Jean, dans la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux suds plan et livre de renvoi officiels comme partie des lots numéros cinq cent vingt-cinq et cinq cent vingt-six (partie des Nos. 525 et 526), de la contenance de cent quarante-quatre pieds de largeur sur la profondeur de soixante et huit pieds dans la ligne nord, et soixante et douze pieds dans la ligne sud, mesure fran-

of the month of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 4th April, 1899. 1272
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **PLENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **A ME FLORENCE**
No. 1032. } **ELIZABETH ROE**,
"seigneuresse" of the seigniorie of Léry, wife separated by marriage contract as to property from Alfred Elias Orr, physician, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against **ODILE LAMARRE**, wife separated as to property from Narcisse Beaudin, of the parish of Saint Isidore, in the district of Montreal, Defendant.

A piece of ground lying and situated on Martin street, in the village of Napierville, in the district of Iberville ; known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the numbers one, two, three, four and five (Nos. 1, 2, 3, 4 & 5)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, on the **THIRTY-FIRST** day of **MAY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN.

Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, P. Q., 24th April, 1899. 1512
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **THOMAS P. EARLE**,
No. 220. } of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ; against **THE CANADA STONE CHINA-WARE COMPANY**, body politic and incorporated, having its principal place of business for the province of Quebec, in the said town of Saint Johns, Defendant.

1. A piece of ground situate at the north west corner of Grant and Saint George streets, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville ; known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number five hundred and twenty-four (No. 524)—with the pottery, kilns, boilers, shafts and other machineries fixed to the said pottery and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. One other piece of ground situate between Grant and Saint John streets, in the said town of Saint Johns ; known and designated on the aforesaid official plan and book of reference as part of the lots number five hundred and twenty-five and five hundred and twenty-six (part of Nos. 525 and 526) ; containing one hundred and forty-four feet in width by the depth of sixty-eight feet in the north line, and seventy-two feet in the south

caise ; borné vers l'est par le susdit lot No. 524, vers l'ouest par le résidu des dits lots Nos. 525 et 526 et par le lot No. 530, au côté nord par le lot No. 522, et au côté sud par les lots Nos. 527 et 528, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses et fours dessus construits.

30 Un morceau de terre situé au côté nord de la dite rue Saint-George, connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cinq cent vingt sept (No. 527)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

4. Un morceau de terre situé à l'angle nord-est des rues Saint-Georges et Saint-Jean, en ladite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cinq trente et un (531).

50 Un morceau de terre situé au côté sud de la dite rue Saint-George et entre les dites rues Grant et Saint-Jean ; connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous les numéros cinq cent vingt-deux et cinq cent vingt-trois (Nos. 522 et 523)—avec les maisons, entrepôts de vaisselle et autres bâtisses y érigées.

60 Un autre morceau de terre situé à l'angle sud-ouest de la rue Longueuil et de la dite rue Saint-George, faisant partie du lot numéro trois cent vingt (partie du No. 320) des dits plan et livre de renvoi officiels ; de la contenance de 175 pieds de front sur la dite rue Saint-George, sur la profondeur de cent trente-cinq pieds sur la dite rue Longueuil, et celle de cent quarante-quatre pieds dans la ligne ouest, le tout plus ou moins ; borné en front au nord par la dite rue Saint-George, au sud par les lots Nos. 318 et 319, au côté est par la dite rue Longueuil et au côté ouest par le résidu du dit lot No. 320—avec la poterie, fours, bouilloires, engins, arbres de transmission et autres machineries y attenantes et autres bâtisses de sus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 24 avril 1899. 1509
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : DAME HERMINE LAMOREUX ET VIR.,
No. 153. MOUREUX ET VIR.,
Demandeurs ; contre DAVID FOURNIER, Défendeur.

Une terre située sur la septième concession, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, de la contenance de soixante et dix arpents et soixante et douze perches en superficie, plus ou moins ; bornée en front par le chemin public, et en profondeur par les terres de la huitième concession, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485)—avec les bâtisses y érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien susdite, le trentième jour

line, french measure ; bound towards the west by the remainder of the said lots Nos. 525 and 526 and by the lot No. 530, to the east by the aforesaid lot No. 524, to the north by the lot No. 522, and to the south by the lots Nos. 527 and 528 of the said official plan and book of reference—with the buildings, kilns, the con erected.

3. A piece of ground situate on the north side of the said Saint George street ; known and designated on the said official plan and book of reference under the number five hundred and twenty-seven (No. 527)—with a house and other buildings thereon erected.

4. A piece of ground situate at the north-east corner of Saint George and Saint John streets, in the said town of Saint Johns, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under the number five hundred and thirty-one (No. 531).

5. A piece of ground situate on the south side of the said Saint George street and between the said Grant and Saint John streets ; known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under the numbers five hundred and twenty-two and five hundred and twenty-three (Nos. 522 & 523)—with the houses, warehouses and other buildings thereon erected.

6. An other piece of ground situate at the south-west corner of Longueuil street and of the said Saint George street, and forming part of the lot number three hundred and twenty (No. 320), on the said official plan and book of reference ; containing 175 feet in front on the said Saint George street, by the depth of one hundred and thirty-five feet on the said Longueuil street and of one hundred and forty-four feet in the western line, the whole more or less ; bounded in the front to the north, by the said Saint George street, to the south, by the lots Nos. 318 and 319, to the east side by the said Longueuil street, and to the west side by the remainder of the said lot No. 320—with the pottery, kilns, boilers, engines, shafts and other machineries attached thereon and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in the sheriff's office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS ARPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 24th April, 1899. 1510
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : DAME HERMINE LAMOREUX ET VIR.,
No. 153. MOUREUX ET VIR.,
Plaintiffs ; against DAVID FOURNIER, Defendant.

A farm situated on the seventh concession, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, containing seventy arpents and seventy-two perches in superficies, more or less ; bounded in front by the public road, and in depth by the lands of the eighth concession, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the number four hundred and eighty-five (No. 485) — with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the thirtieth day of April, 1896, at

d'avril 1896, à onze heures de l'avant-midi, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le HUITIEME jour de MAI prochain, à la porte de la dite église paroissiale de Saint-Cyprien.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Saint Jean, 19 avril 1899. 1461-2
[Première publication, 22 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—Joliette.
Joliette, à savoir : JOSEPH MATHIAS TEL-
No 3025. LIER, écuyer, Demandeur ;
contre DAME MARIE ELMIRE MA-
ROTTE, Défenderesse.

1o Un terrain situé au nord du ruisseau Bonaventure, dans la paroisse de Saint-Norbert, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, sous le numéro cent six (106)—et bâti d'un moulin à scie et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert, le TRENTIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 25 avril 1899. 1577
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Joliette.
Joliette, à savoir : DAME ALEXANDRINE
No 3018. KITSON ET VIE., Deman-
deresse; contre LOUIS SEVERIN MASSE, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la ville de Berthier, sur la rue Henry, connu et désigné au cadastre officiel de la dite ville, sous le numéro cent soixante et seize (176); borné au nord-ouest par le No. 175, au sud-est par le No 177, au sud-ouest par le No 173, au nord-est par la rue Henry, ayant quarante pieds de front par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur—bâti d'une maison et autres bâtiments.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 10 avril 1899. 1357-2
[Première publication, 15 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—Joliette.
Joliette, à savoir : IN RE MEDERIC ST-
No 2930. ANDRE, Failli, et DENIS
LAMACHE, Curateur.

1° Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, portant le numéro quatre cent cinquante-deux (452), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Roch—avec les dépendances sus y érigées, consistant en un moulin à scie avec engins, machines à moulures, forge, beurrerie, moulin à scie et résidence privée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

the parochial church door of the said parish of Saint Cyprien, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the EIGHTH day of MAY next, at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien aforesaid.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Saint Johns, 19th April, 1899. 1462
[First published, 22nd April, 1899.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—Joliette.
Joliette, to wit : JOSEPH MATHIAS TEL-
No. 3025. LIER, esquire, Plaintiff ;
against DAME MARIE ELMIRE MA-
ROTTE, Defendant.

1. A lot of land situate on the north of Bonaventure brook, in the parish of Saint Norbert, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish, as number one hundred and six (106)—together with a saw mill thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 25th April, 1899. 1578
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Joliette.
Joliette, to wit : DAME ALEXANDRINE
No. 3018. KITSON ET VIE., Plaintiff ;
against LOUIS SEVERIN MASSE, Defendant.

1. A lot situate in the town of Berthier, on Henry street, known and designated on the official cadastre of the said town, as number one hundred and seventy-six (176); bounded on the north west by No. 175, on the south east by No. 177, on the south west by No. 173, on the north east by Henry street, measuring forty feet in front by ninety-five feet in depth—with a house and other buildings thereon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Geneviève de Berthier, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 10th April, 1899. 1358
[First published, 15th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Joliette.
Joliette, to wit : IN RE MEDERIC ST. ANDRÉ,
No. 2930. Insolvent, and DENIS LA-
MARCHE, Curator.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Roch de l'Achigan, bearing number four hundred and fifty-two (452), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Roch—together with the dependencies thereon erected, comprising a saw-mill with engines, moulding machines, forge, butter factory, saw-mill and private residence.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Roch de l'Achigan, le NEUVIEME
jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-
midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du shérif,
Joliette, 4 avril 1899.
[Première publication, 8 avril 1899.]

Shérif.
1285-2

Saint Roch de l'Achigan, on the NINTH day of
MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office,
Joliette, 4th April, 1899.
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff.
1286

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nées ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

No 2283. } **N**ARCISSE ALIAS PITRE PELLE-
TIER, de la paroisse de Saint-Louis
de Kamouraska, cultivateur, Demandeur; contre
JULES BRUNO MICHAUD, du même lieu, Dé-
fendeur, et

No 2216. } **D**AME SOPHIE SIROIS, veuve de
feu Laurent Michaud, en son vivant
cultivateur, de la paroisse de Saint-Louis de Ka-
mouraska, Demanderesse; contre le dit JULES
BRUNO MICHAUD, Défendeur, et Samuel Char-
les Riou, de la ville de Fraserville, procureur dis-
trayant de la dite Dame Sophie Sirois, saisissant, et
le dit Jules Bruno Michaud opposant, et le dit
Samuel Charles Riou contestant, c'est à savoir:

Avis public est par le présent donné que la vente
des immeubles saisis dans les présentes causes, dé-
signés ci après, qui devait avoir lieu à dix heures
avant-midi, mardi, le trente-unième jour de janvier
dernier, à la porte de l'église de la paroisse de
Kamouraska, aura lieu LUNDI, le PREMIER jour
de MAI prochain, à DIX heures avant-midi, à la
porte de l'église de la dite paroisse de Saint Louis
de Kamouraska, savoir:

1° Le tiers indivis d'une terre située en la paroisse
de Saint-Louis de Kamouraska, connue et désignée
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du
comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de
Saint-Louis de Kamouraska, sous le numéro trois
cent deux (No 302)—sans bâtisses.

2° Le tiers indivis d'une autre terre située au
même endroit, connue et désignée aux mêmes plan
et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent
six (No 306)—circonstances et dépendances.

3° Le tiers indivis d'un autre lot de terre situé
au même endroit, connu et désigné aux mêmes
plan et livre de renvoi officiels, comme faisant partie
du numéro trois cent quatorze (No 314); borné au
nord-ouest au chemin public, au nord-est au nu-
méro trois cent dix-sept, au sud-est à la rivière qui
le sépare, et au sud-ouest au numéro trois cent six
(No 306)—sans bâtisses.

4° Le tiers indivis d'un autre lot de terre situé au
même endroit, connu et désigné aux mêmes plan
et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent
quinze (No 315)—sans bâtisses.

5° Le tiers indivis d'un autre lot de terre situé au
même endroit, connu et désigné aux mêmes plan
et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent
seize (No 316)—sans bâtisses.

6° Le tiers indivis d'une autre terre située au
même endroit, connue et désignée aux mêmes plan
et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent
dix-sept (No 317)—avec bâtisses dessus construites.

7° Le tiers indivis d'une autre terre située au
même endroit, connue et désignée aux mêmes plan

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

No. 2283. } **N**ARCISSE ALIAS PITRE PEL-
LETIER, of the parish of Saint
Louis de Kamouraska, farmer, Plaintiff; against
JULES BRUNO MICHAUD, of the same place,
Defendant, and

No. 2216. } **D**AME SOPHIE SIROIS, widow
of the late Laurent Michaud, in
his lifetime farmer, of the parish of Saint Louis de
Kamouraska, Plaintiff; against the said JULES
BRUNO MICHAUD, Defendant, and Samuel
Charles Riou, of the town of Fraserville, attorney
distracting of the said Dame Sophie Sirois, seizing,
and the said Jules Bruno Michaud opposant, and
the said Samuel Charles Riou contesting, to wit:

Public notice is hereby given that the sale of the
immovables seized in the present causes, hereinafter
described, which should have taken place at ten of
the clock in the forenoon, on Tuesday, the thirty-
first day of January last, at the church door
of the parish of Kamouraska, will take place on
MONDAY, the FIRST day of MAY next, at TEN
of the clock in the forenoon, at the church door of
the said parish of Saint Louis de Kamouraska, to
wit:

1. The one undivided third of a land situated in
the parish of Saint Louis de Kamouraska, known
and designated on the official plan and book of
reference of the cadastre of the county of Kamou-
raska, for the said parish of Saint Louis de Kamou-
raska, as number three hundred and two (No 302)
—without buildings.

2. The one undivided third of another lot of land
situate at the same place, known and designated on
the same official plan and book of reference as
number three hundred and six (No. 306)—circum-
stances and dependencies.

3. The one undivided third of another lot of land
situate at the same place, known and designated on
the same official plan and book of reference as form-
ing part of number three hundred and fourteen (No.
314); bounded on the north west by the public road,
on the north east by number three hundred and
seventeen, on the south east by the river which
separates it, and on the south west by number three
hundred and six (No. 306)—without buildings.

4. The one undivided third of another lot of land
situate at the same place, known and designated on
the same official plan and book of reference as
number three hundred and fifteen (No. 315)—
without buildings.

5. The one undivided third of another lot of land
situate at the same place, known and designated on
the same official plan and book of reference as
number three hundred and sixteen (No. 316)—
without buildings.

6. The one undivided third of another lot of land
situate at the same place, known and designated on
the same official plan and book of reference as
number three hundred and seventeen (No. 317)—
with buildings thereon erected.

7. The one undivided third of another lot of land
situate at the same place, known and designated on

et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent dix-huit (No 318)—avec bâtisses dessus construites.

8° Le tiers indivis d'une autre terre aise et située au même endroit, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent dix-neuf (No 319)—sans bâtisses.

A. V. CHAMBERLAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Fraserville, 11 avril 1899. 1375-2
[Première publication, 15 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **FRANCOIS RICHARD,**
No 2582. } de l'endroit appelé
Nashua, dans l'Etat du New Hampshire, un des
Etats Unis d'Amérique, Demandeur ; vs **PIERRE**
LEVESQUE, ci-devant de la paroisse de Saint-
Pacôme, dans le district de Kamouraska, et main-
tenant aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur,
c'est à savoir :

1° Une terre située en le troisième rang de la paroisse de Saint-Pacôme, contenant environ 47 arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Pacôme, sous le numéro cent sept (No 107)—avec bâtisses dessus construites.

2° Une autre terre située sur le septième rang de la dite paroisse, de un arpent de front sur quarante de profondeur, et portant le numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (No 898), du même cadastre.

3° Un circuit de terre situé en la paroisse de la Rivière-Ouelle, d'environ quinze arpents en superficie, portant le numéro cinq cent soixante et dix (No 570), du cadastre officiel de la dite paroisse de la Rivière-Ouelle—circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit : les Nos 1 et 2 des présentes annonces, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pacôme, **MARDI**, le **NEUVIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures avant-midi, et le No 3, le **MEME JOUR**, à la porte de l'église de la paroisse de la Rivière-Ouelle, à **DEUX** heures après-midi. Bref rappede table suivant la loi.

A. V. CHAMBERLAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Fraserville, 4 avril 1899. 1221-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No. 2370. } **JEAN**, corps politique
dûment incorporé, ayant son principal bureau
d'affaires dans la ville de St-Jean, district
d'Iberville, Demanderesse ; contre les terres
et tenements de **HENRY MAILHOT**, du
village de Chambly Canton, dans le district
de Montréal, Défendeur.

1o Un lot de terre situé dans le village de Chambly Canton, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Chambly Canton, comme étant le lot numéro quinze (15), de la subdivision du lot originaire numéro cent sept (15-107) ; borné en front par la rue Bourgogne—sans bâtisses.

Avis est par le présent donné que la vente

the same official plan and book of reference, as number three hundred and eighteen (No. 318)—with buildings thereon erected.

8. The one undivided third of another lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number three hundred and nineteen (No. 319)—without buildings.

A. V. CHAMBERLAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Fraserville, 11th April, 1899. 1376
[First published, 15th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } **FRANCOIS RICHARD,**
No. 2582. } of the place called
Nashua, in the State of New Hampshire, one of the
United States of America, Plaintiff ; vs **PIERRE**
LEVESQUE, formerly of the parish of Saint-Pacome,
in the district of Kamouraska, and now in the
United States of America, Defendant, to wit :

1. A land situate in the third range of the parish of Saint Pacome, containing about 47 arpents in area, known and designated of the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Pacome, as number one hundred and seven (107)—with buildings thereon erected.

2. Another land situate in the seventh range of the said parish, of one arpent in front by forty in depth, and being number eight hundred and ninety eight (No 898), of the same cadastre.

3. A circuit of land situate in the parish of River Ouelle, of about fifteen arpents in area, and being number five hundred and seventy (No. 570), of the official cadastre of the said parish of River Ouelle—circumstances and dependencies.

To be sold as follows : Nos 1 and 2 of the present announcement, at the church door of Saint Pacome, on **TUESDAY**, the **NINTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, and No. 3, on the **SAME DAY**, at the church door of the parish of River Ouelle, at **TWO** o'clock in the afternoon. Writ returnable according to law.

A. V. CHAMBERLAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Fraserville, 4th April, 1899. 1222.
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LA BANQUE DE SAINT-**
No. 2370. } **JEAN**, a body politic and
duly incorporated, having its chief office in
the town of Saint John, and district of Iberville, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HENRY MAILHOT**, of the village of Chambly Canton, in the district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate in the village of Chambly Canton, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Chambly Canton, as being lot number fifteen (15), of the subdivision of the original lot number one hundred and seven (15-107) ; bounded in front by Bourgogne street—without buildings.

Notice is hereby given that the sale of the

de l'immeuble saisi dans la présente cause qui devait avoir lieu le quatorzième jour de septembre (1897), aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Chambly, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Montréal, 25 avril 1899. 1553
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
District de Montreal.

Montréal, à savoir : { EDMUND CHARLES HAMILTON, de Shriverham, dans Berkshire, Angleterre, capitaine retiré de l'armée de Sa Majesté, Demandeur ; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre formant partie du lot numéro trois cent trente-sept, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal ; borné comme suit : en front au nord-ouest par la rue Saint-Jacques, d'un côté au sud-ouest par la subdivision trois du dit lot officiel numéro trois cent trente-sept (337-3), en arrière au sud-est par la propriété de la compagnie de chemin de fer Grand-Tronc, et de l'autre côté au nord-est par une partie non subdivisée du dit lot officiel appartenant à Edward Sally ou représentants, et contenant quarante-huit pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds trois pouces sur le côté nord-est, et quatre-vingt-quinze pieds neuf pouces sur le côté sud-ouest, toute la dite profondeur mesure anglaise, plus ou moins, étant toute la profondeur du dit lot, déduction faite de la partie prise pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques—avec la bâtisse sus-érigée.

Le dit lot étant maintenant connu comme formant les subdivisions une et deux du dit lot officiel trois cent trente-sept (337-1) et (337-2), avec le droit d'entrée et de sortie dans un passage de dix pieds de largeur le long de la propriété de la dite compagnie de chemin de fer, depuis la propriété du dit Edward Sally, ou représentants, jusqu'à la rue des Seigneurs, suivant un acte d'accord entre Michael Polan et al., es-qualité, et la Société Mutuelle de construction Saint-Gabriel, fait et passé devant J. Helder Isaacson, notaire, le dixième jour de février mil huit cent quatre-vingt-trois, dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal-Ouest, le onzième jour d'avril de la même année, sous le No 108190.

Et sujet à un droit semblable d'entrée et de sortie conformément au dit acte d'accord en faveur de la dite partie non subdivisée du dit lot officiel trois cent trente-sept, appartenant au dit Edward Sally ou représentants.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Montréal, 24 avril 1899. 1545
[Première publication, 29 avril 1899.]

lot seized in the present cause, which should have taken place on the fourteenth day of September, 1897, will take place at the parish church door of the parish of Chambly, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 25th April, 1899. 1554
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
District of Montreal.

Montreal, to wit : { EDMUND CHARLES HAMILTON, of Shriverham, in Berkshire, England, a retired captain in Her Majesty's army, Plaintiff ; against the lands and tenements of Michael Guerin, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land forming part of lot number three hundred and thirty-seven, on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal ; bounded as follows : in front to the north-west by Saint James street, on one side to the south-west by subdivision three of said official lot number three hundred and thirty-seven (337-3), in rear to the south-east by the property of the Grand Trunk Railway Company, and on the other side to the north-east by an unsubdivided portion of the said official lot belonging to Edward Sally or representatives, and containing forty-eight feet in width by a depth of ninety-four feet three inches on the north-east side, and ninety-five feet nine inches on the south-west side, the whole the said depth english measure and more or less, being the total depth of said lot, deduction being made of the part taken for the widening of Saint James street—with the building thereon erected.

The said lot being now known as forming subdivisions one and two of said official lot three hundred and thirty-seven (337-1) and (337-2), with the right of ingress and egress in though and over a passage of ten feet in width along the property of the said railway company, from the property of the said Edward Sally, or representatives, to Seigneurs street, in accordance with an agreement made between Michael Polan et al., es-qualité, and the Saint Gabriel Mutual Building Society, executed before J. Helder Isaacson, notary, on the tenth of February, eighteen hundred and eighty-three, duly registered in the registry office for the registration division of Montreal-West, on the eleventh day of April of the same year, under No. 108190.

And subject to a similar right of ingress and egress in accordance with said agreement in favor of the said unsubdivided portion of said official lot three hundred and thirty-seven, belonging to the said Edward Sally or representatives.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy-sheriff. Montréal, 24th April, 1899. 1546
[First published, 29th April, 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, à savoir : **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, corp^s politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **FRANÇOIS MANDEVILLE**, notaire et agent d'immeubles, ci-devant de la paroisse de Saint-Polycarpe, district de Montréal, maintenant de la paroisse de Labelle, dans le district d'Ottawa, en sa qualité d'institut, grevé de substitution, et **CHARLES BRUCHESI**, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à la dite substitution créée en vertu d'un acte de donation de François-Xavier Beaudry, en son vivant de la dite cité de Montréal, gentilhomme, d'avan L. A. Grenier, notaire, le vingt-troisième jour de mars 1885, enregistré dans la division d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, le vingt-sixième jour du même mois.

Saisi en la possession des dits défendeurs, es-qualité, les immeubles suivants, savoir : 1o La moitié d'un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, district de Montréal, formant le coin des rues Cadieux et de l'Avenue Duluth, le dit lot étant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, paroisse de Montréal, sous le numéro quatre-vingt-seize (96) ; la dite moitié bornée en front par les rues Cadieux et l'Avenue Duluth, d'un côté sur la rue Cadieux par le lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept (97), et de l'autre côté sur l'Avenue Duluth par l'autre moitié du susdit lot (numéro quatre-vingt-seize (96))—avec les bâisses de sus contraintes circonstances et dépendances.

2o Un terrain sis et situé dans la ville d'Outremont, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal ; borné en front par le chemin public (Côte Sainte-Catherine), le dit terrain étant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, paroisse de Montréal, sous le numéro cinquante-sept (57)—avec les bâisses de sus contraintes circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'après-midi. Le dit bref rapporté à la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 25 avril 1899.

Shé if.
1549

[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, à savoir : **DAME E. GOEDIKE**, des No. 164, cité et district de Montréal, veuve de Antoine Lamontagne, Demanderesse ; contre les terres et tenements de PROPRIETAIRES INCONNUS.

Un terrain ou emplacement situé dans le village de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-neuf (159), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le dit comté d'Hochelaga ; borné en front par le chemin public ou rue Notre-

Seized in the possession of the said defendants, es-qualité, the following lots, to wit : 1o The half of a lot of land situate and being in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal, district of Montreal, forming the corner of Cadieux street and Duluth Avenue ; said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, parish of Montreal, as number ninety-six (96) ; said half being bounded in front by Cadieux street and Duluth Avenue, on one side on Cadieux street by the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, as number ninety-seven (97), and on the other side on Duluth Avenue by the other half of the said lot number ninety-six (96)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, a body politic and corporate, having their chief office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **FRANÇOIS MANDEVILLE**, notary and land agent, formerly residing at the parish of Saint Polycarpe, district of Montreal, and now in the parish of Labelle, in the district of Ottawa, in his quality of institute, grevé de substitution, and **CHARLES BRUCHESI**, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator to said substitution, created under a deed of donation from François-Xavier Beaudry, in his lifetime of the said city of Montreal, gentleman, before L. A. Grenier, notary, on the twenty-third day of March, 1885, registered in the registration division of Hochelaga and Jacques-Cartier, on the twenty-sixth day of same month.

Seized in the possession of the said defendants, es-qualité, the following lots, to wit : 1o The half of a lot of land situate and being in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal, district of Montreal, forming the corner of Cadieux street and Duluth Avenue ; said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, parish of Montreal, as number ninety-six (96) ; said half being bounded in front by Cadieux street and Duluth Avenue, on one side on Cadieux street by the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, as number ninety-seven (97), and on the other side on Duluth Avenue by the other half of the said lot number ninety-six (96)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot situate and being in the town of Outremont, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal ; bounded in front by the public road (Côte Sainte Catherine), the said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, parish of Montreal, as number fifty-seven (57)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sherriff's office, Montreal, 23rd April, 1899.

Sherriff.
1550

[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **DAME E. GOEDIKE**, of the No. 164, city and district of Montreal, widow of Antoine Lamontagne, Petitioner ; against the lands and tenements of PROPRIETORS UNKNOWN.

A lot of land situate in the village of La Pointe-aux-Trembles, in the county of Hochelaga, district of Montreal, known and designated as number one hundred and fifty-nine (159), on the official plan and book of reference of the parish of La Pointe-aux-Trembles, in the said county of Hochelaga ; bounded in front by the public road on Notre-

Dame, en pro'onneur par le numéro cent cinquante huit, d'un côté par la rue Enfant-Jésus, et de l'autre côté, par les lots numéros cent quarante-trois et cent quarante-quatre, des susdits plan et livre de renvoi officiels—sans bâtisses, sujet le susdit terrain ou emplacement à une rente constituée annuelle et perpétuelle au capital de deux cent cinquante piastres courant, à raison de six par cent par an d'intérêt ; crée la dite rente constituée par et en vertu d'un acte de vente par Louis Marion à Joseph Etienne, passé devant C. E. Belle, notaire public, en date du dix-sept mai mil huit cent quarante-sept (17 mai 1847), en faveur du dit vendeur et d'ement enregistré, affectant le dit terrain.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Montréal, 25 avril 1899. 1547
[Première publication, 20 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS District de Montreal.

Montréal, à savoir : } FRANCIS HILTON
No. 541. } GREEN, de Frampton
on Sewern, en Angleterre, GEORGE ARTHUR S. HAMILTON, des cité et district de Montréal, agent de change, et CHARLES A. ELLIOT, d'Ottawa, en leur qualité de seuls fidéi-commissaires et exécuteurs des biens de George Chetwode Hamilton, Demandeurs ; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, des cité et district de Montréal, agent de change, Défendeur.

La moitié nord-ouest du lot numéro trois cent cinquante-trois d's plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, s'étendant de la rue Saint-Laurent à la rue Saint-Charles-Borromée ; bornée au sud-est par le résidu du dit lot numéro trois cent cinquante-trois, et au nord-ouest par le lot numéro trois cent cinquante-deux—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées, la dite moitié nord-ouest contenant vingt-deux pieds deux pouces de largeur à un bout et vingt et un pieds huit pouces de largeur à l'autre bout sur cent dix-huit pieds neuf pouces de profondeur, formant une superficie de deux milles six cent deux pieds, mesure anglaise plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Montréal le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Montréal, 25 avril 1899. 1543
[Première publication, 19 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS District de Montreal.

Montréal, à savoir : } LA CITE DE SAINTE-
No. 1604. } CUNEGONDE DE
MONTREAL, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la dite cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, Demanderesse ; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1o Un lot de terre s's et situé dans la cité

Dame street, in rear by number one hundred and fifty-eight, on one side by L'Enfant Jesus street, and on the other side by lots numbers one hundred and forty-three and one hundred and forty-four, of the said official plan and book of reference—without buildings. Said lot subject to a constituted yearly and perpetual rent on the capital of two hundred and fifty dollars currency, at the rate of six per cent per annum ; said constituted rent created by and in virtue of a deed of sale by Louis Marion to Joseph Etienne, passed before Mtre C. E. Belle, notary public, dated eight hundred and forty-seven (17th May 1847), in favor of the said vendor and duly registered, affecting the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock of the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montréal, 25th April, 1899. 1548
[First published, 20th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS District of Montreal.

Montreal, to wit : } FRANCIS HILTON GREEN,
No. 541. } of Frampton on Sewern, in
England, GEORGE ARTHUR S. HAMILTON, of the city and district of Montreal, stock broker, and CHARLES A. ELLIOT, of Ottawa, in their capacity of sole trustees and executors of the estate of the late George Chetwode Hamilton, Plaintiffs ; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montreal, stock broker, Defendant.

The north west half of lot number three hundred and fifty-three on the official plan and book of reference for the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, extending from Saint Lawrence street to Saint Charles Borromée street : bounded to the south-east by the residue of said lot number three hundred and fifty-three and to the north-west by lot number three hundred and fifty-two—together with all buildings thereon erected, containing said north-west half twenty-two feet two inches in width at one end and twenty-one feet eight inches in width at the other end, by one hundred and eighteen feet nine inches in depth, forming a superficies of two thousand six hundred and two feet, english measure more or less, without warranty as to precise measurement.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the SECOND day of JUNE next, at EVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Montreal, 25th April, 1899. 1544
[First published, 20th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF SAINT
No. 1604. } CUNEGONDE DE
MONTREAL, a body politic and duly incorporated, having its principal business office in the said city of Sainte-Cunégonde de Montréal, district aforesaid, Plaintiff ; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montreal, Defendant, to wit :

1. A lot of land situate and being in the city

de Sainte-Cunégonde de Montréal, faisant l'encoignure nord-est des rues Notre-Dame et Dominion, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante (No 560), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (village Delisle)—avec les bâties sus-érigées.

2o Un emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Notre-Dame, composé des lots numéros cinq cent soixante et neuf et cinq cent soixante et douze (Nos 569 et 572), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (village Delisle)—avec les bâties sus-érigées.

3o Un autre emplacement sis et situé au même lieu, de la contenance de quatre-vingt dix pieds de front par cent dix pieds de profondeur, étant la partie nord-est du lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (village Delisle) ; borné en front par la rue Notre-Dame, du côté nord-est par le numéro cinq cent quatre-vingt-douze, d'autre côté au sud-ouest par le résidu du dit lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit, et en profondeur par partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize, par les lots numéros cinq cent quatre-vingt-quatorze, cinq cent quatre-vingt-cinq, cinq cent quatre-vingt-seize, et par partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept, tous des plan et livre de renvoi officiels susdits—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 avril 1899. 1551
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } UBALDE GARAND ET
No 2659. } TANCREDE D. TER-
ROUX, tous deux banquiers, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires comme tels en société, sous les nom et raison de "Garand, Terroux & Cie," Demandeurs ; contre les terres et tenements de M. E. AUCLAIR, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1o Les lots de terre situés en la cité de Montréal ; bornés en front par la rue Rivard, et connus et désignés sous les lots numéros quatre cent quarante-sept et quatre cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro quinze des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, avec l'usage à perpétuité d'une ruelle de quatorze pieds, mesure anglaise, de largeur, en arrière des dits lots pour communiquer de l'ancienne rue Saint-Jean-Baptiste (maintenant Avenue Duluth) à la rue Rachel—avec les bâties dessus érigées et doit de mitoyenneté avec le voisin dans le pignon nord-ouest de la maison érigée sur le dit lot de subdivision numéro quatre cent quarante-sept.

2o Le lot de terre situé en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Sanguinet, mesurant vingt pieds de largeur par soixante et douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro neuf cent cinquante et un de la subdivision officielle du lot numéro quinze des plan

of Sainte-Cunégonde de Montréal, forming the north east corner of Notre Dame and Dominion streets, known and designated as number five hundred and sixty (No. 560), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (Village Delisle)—with the buildings thereon erected.

2. A lot situate and being at the same place; bounded in front by Notre Dame street, made up of lots numbers five hundred and sixty nine and five hundred and seventy-two (569 and 572), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (village Delisle)—with the buildings thereon erected.

3. Another lot situate and being at the same place, containing ninety feet in front by one hundred and ten feet in depth, being the north-east part of lot number five hundred and ninety-eight, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal (village Delisle) ; bounded in front by Notre Dame street, on the north-east side by number five hundred and ninety-two, on the other side to the south-west by the residue of the said lot number five hundred and ninety-eight, and in rear by part of lot number five hundred and ninety-three, by lots numbers five hundred and ninety-four, five hundred and ninety-five, five hundred and ninety-six, and by part of lot number five hundred and ninety-seven, all of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of JUNE next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th April, 1899. 1552
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } UBALDE GARAND AND
No. 2659. } TANCREDE D. TER-
ROUX, both bankers, of the city and district of Montreal, and there carrying business as such together in partnership under the style and firm of Garand, Terroux & Co., Plaintiffs ; against the lands and tenements of M. E. AUCLAIR, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. The lots of land situate in the city of Montreal ; bounded in front by Rivard street, and known and designated as lots numbers four hundred and forty-seven and four hundred and forty-eight of the official subdivision of lot number fifteen of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, with the use forever of a line fourteen feet, english measure, in width, in rear of the said lots to communicate from the old Saint Jean Baptiste street (now Duluth Avenue) to Rachel street—with the buildings thereon erected, and right of joint ownership with the adjoining proprietor in the north-west gable wall of the house erected on the said subdivision number four hundred and forty-seven.

2. Lot of land situate in the city of Montreal ; bounded in front by Sanguinet street, measuring twenty feet in width by seventy-two feet in depth, english measure, more or less, known and designated as number nine hundred and fifty-one of the official subdivision of lot number fifteen of the incorporat-

et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâties dessus érigées et droit de mi o enneté avec le voisin dans le pignon sud-est de la maison y érigée.

3o Un lot de terre situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâties y érigées ; borné en front par le chemin public, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-au-Récollet, sous le numéro cent onze.

Pour être venus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUIN, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 23 avril 1899. 1567
[Première publication, 29 avril 1899.]

**MANDAT D'CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **ALBROISE L. KENT ET No. 119. ALPHONSE TURCOTTE**, curateurs conjoints, de la cité et du district de Montréal, à ce dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile, comme curateurs aux biens de **ALPHONSE PALLASCIO**, de la cité de Montréal, failli, et **EUSTACHE H. LEMAY**, Requérant.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal—avec maison y érigée, faisant le coin nord-est de la rue Mackay et de l'Avenue Overdale, contenant vingt pieds et neuf pouces de largeur en front, et vingt-deux pieds de largeur en arrière par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, sous le numéro cinq de la subdivision officielle du lot numéro primitif mille cinq cent soixante et sept : dans le dit lot se trouve inclu la ruelle en arrière, laquelle est en usage en commun avec les propriétaires des lots numéros deux, trois et quatre de la subdivision officielle du dit lot primitif mille cinq cent soixante et sept, sur le dit plan.

Pour être vendu en mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 29 mars 1899. 1223-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **L'HONORABLE LOUIS No. 527. BEAUBIEN**, de la ville de Outremont, dans le district de Montréal, gentleman, Demandeur ; contre les terres et tenements de **HENRY CHARLES CRAWFORD**, de la cité et du district de Montréal, l'un des défendeurs conjointement et solidairement avec **John Hannigan**, de la paroisse de Notre-Dame de Stanbridge, dans le district de Bedford, et **Phileas Dupont**, autrefois de la dite paroisse de Notre-Dame de Stanbridge, et maintenant de lieux inconnus, les autres défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, **Charles H. Crawford**, les immeubles suivants, savoir :

Trois lots de terre sis et situés dans la ville de Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal ; bornés en front par l'Avenue Beaubien, maintenant rue Saint-Dominique, connus et désignés sous les numéros deux cent quarante et un (241), deux cent quarante-deux (242) et deux cent

ed village of Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected and right of joint ownership in the south-east gable wall of the house thereon erected.

3. A lot of land situate in the parish of Sault-au-Récollet, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected ; bounded in front by the public road, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sault-au-Récollet, as number one hundred and eleven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.
Monreal, 26th Apr'l, 1899. 1563
[First published, 29th April, 1899.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.

Montreal, to wit : **ALBROISE L. KENT AND No. 119. ALPHONSE TURCOTTE**, joint curators, of the city of Montreal, duly authorized under the authority of article 879 of the code of civil procedure, as curators to the estate of **ALPHONSE PALLASCIO**, of the city of Montreal, insolvent, and **EUSTACHE H. LEMAY**, Petitioner.

A lot of land situate in Saint Antoine ward, of the city of Montreal—with house thereon erected, forming the north east corner of MacKay street and Overdale Avenue, containing twenty feet nine inches in width in front, and twenty-two feet in width in rear, by eighty feet in depth, english measure, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, as number five of the official subdivision of the primitive lot number one thousand five hundred and sixty-seven : in the said lot is included the lane in rear, which is for the use in common with the owners of lots numbers two, three and four, of the official subdivision of the said primitive lot number one thousand five hundred and sixty-seven, on the said plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 29th March, 1899. 1224
[First published, 8th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **L'HONORABLE LOUIS No. 527. BEAUBIEN**, of the town of Outremont, in the district of Montreal, gentleman, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HENRY CHARLES CRAWFORD**, of the city and district of Montreal, one of the Defendants jointly and severally with **John Hannigan**, of the parish of Notre Dame de Stanbridge, in the district of Bedford, and **Phileas Dupont**, formerly of the said parish of Notre Dame de Stanbridge, and now of parts unknown, the other defendants.

Seized as belonging to the said defendant **Charles H. Crawford**, the following immovable property, to wit :

Three lots of land situate and being in the town of Saint Louis, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal ; bounded in front by Beaubien Avenue, now Saint Dominique street, known and designated as numbers two hundred and forty-one (241), two hundred and forty-two (242) and two

quarante-trois (243), de la subdivision du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis (paroisse de Montréal), dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro dix (10)—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 5 avril 1899.
[Première publication, 8 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOHN SIMPSON**, des cité No 2753. } et district de Montréal, marchand de produits, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME MARY HAYES**, de Barrington, dans le district de Beauharnois, veuve de feu John Shaughnessy, en son vivant d'Ottawa, dans Ontario, **DANIEL EDWARD HAYES** et **PATRICK JOSEPH HAYES**, tous deux des cité et district de Montréal, gentilhommes, Défendeurs conjointement et solidairement.

Ce lot de terre situé et faisant front sur la rue Nazareth, dans la dite cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro seize cent trente et un (1631), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec toutes les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Bureau du Shérif, Montréal, 29 mars 1899.
[Première publication, 8 avril 1899.]

MANDAT DE CURATEUR. **FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District de Montréal.
Montréal, à savoir : } **ARCHIBALD W. STE-**
No. 124. } **VENSON**, curateur dûment nommé, en vertu de l'article 879 du code de procédure civile, comme curateur aux biens de **MICHEL THEODULE LEFEBVRE** et **MICHEL THEODORE LEFEBVRE**, tous deux de la cité de Montréal, y faisant ci-devant affaires en société comme vinaigriers, sous les nom et raison de Michel Lefebvre & Cie., faillis, et **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, requérants.

1° Un lopin de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Martin, côté du sud ; borné en front par le chemin public conduisant au village de Saint-Martin, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval—avec les bâtisses sus érigées.

2° Un autre lopin de terre sis et situé au même lieu, étant la partie non subdivisée du lot numéro deux cent cinquante-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval, de la contenance d'environ trois arpents et cinq perches de longueur, par environ vingt-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; borné du côté nord-est par le chemin de fer exploité par la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, du côté sud-ouest par le numéro deux cent cinquante-quatre, d'un bout au nord-ouest par le chemin public de Saint Martin, et de l'autre bout au sud-est par la rue Argenteuil.

3° Un autre lopin de terre sis et situé au même lieu, étant la partie non subdivisée du lot numéro deux cent cinquante-cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval, de la contenance d'environ deux ar-

hundred and forty-three (243), of the subdivision of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis (parish of Montreal), in the county of Hochelaga, as number ten (10)—with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 5th April, 1899.
[First published, 8th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOHN SIMPSON**, of the city No. 2753. } and district of Montreal, produce merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME MARY HAYES**, of Barrington, in the district of Beauharnois, widow of the late John Shaughnessy, in his lifetime of Ottawa, in Ontario, **DANIEL EDWARD HAYES** and **PATRICK JOSEPH HAYES**, both of the city and district of Montreal, gentlemen, Defendants jointly and severally.

That certain lot of land situate and fronting on Nazareth street, in the said city of Montreal, and known and designated by the number sixteen hundred and thirty-one (1631), on the official plan and book of reference of Saint Anne ward, containing ninety feet in width by ninety feet in depth, more or less, without warranty as to precise measurements—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 29th March, 1899.
[First published, 8th April, 1899.]

CURATOR'S WARRANT. **FIERI FACIAS DE TERRIS.**

District of Montreal.
Montreal, to wit : } **ARCHIBALD W. STE-**
No. 124. } **VENSON**, curator thereto duly authorized, under article 879 of the code of civil procedure, as curator to the property of **MICHEL THEODULE LEFEBVRE** and **MICHEL THEODORE LEFEBVRE**, both of the city of Montreal, and formerly doing business there in partnership as vinegar manufacturers, under the firm name and style of Michel Lefebvre & Cie, insolvents, and **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, petitioner.

1. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Martin, south side ; bounded in front by the public road leading to the village of Saint Martin, known and designated as number two hundred and fifty-two, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land lying and situate at the same place, being the unsubdivided part of lot number two hundred and fifty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, containing about three arpents and five perches in length, by about twenty-two arpents in depth, the whole more or less ; bounded on the north east side by the railway worked by the Canadian Pacific Railway Company, on the south west side by number two hundred and fifty-four, at one end to the north west by the public road of Saint Martin, and at the other end to the south east by Argenteuil street.

3. Another lot of land situate and being at the same place, being the unsubdivided part of lot number two hundred and fifty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, containing about

pents carrés ; borné d'un bout au nord-ouest partie par les lots numéros deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois et deux cent cinquante-quatre, du côté nord-est par partie du lot numéro deux cent cinquante-six, du côté sud-ouest par le lot numéro deux cent cinquante et un, et de l'autre bout au sud-est par la rue Argenteuill.

4° Quatre-vingt-onze autres lots de terre sis et situés au même lieu ; bornés en front par la rue l'Impératrice, connus et désignés sous les numéros vingt-sept, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et dix, soixante et onze, soixante et douze, soixante et treize, soixante et quatorze, soixante et quinze, soixante et seize, soixante et dix-sept, soixante et dix-huit, soixante et dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent trente, cent trente et un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval.

5° Cent quarante-trois autres lots de terre sis et situés au même lieu ; bornés en front par la rue Napoléon, connus et désignés sous les numéros cent quarante et un, cent quarante-deux, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit, cent quarante-neuf, cent cinquante, cent cinquante et un, cent cinquante-deux, cent cinquante-trois, cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent soixante, cent soixante et un, cent soixante et deux, cent soixante et trois, cent soixante et quatre, cent soixante et cinq, cent soixante et six, cent soixante et sept, cent soixante et huit, cent soixante et neuf, cent soixante et dix, cent soixante et onze, cent soixante et douze, cent soixante et treize, cent soixante et quinze, cent soixante et seize, cent soixante et dix-sept, cent soixante et dix-huit, cent soixante et dix-neuf, cent quatre-vingt, cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-huit, cent quatre-vingt-neuf, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize, cent quatre-vingt-dix-sept, cent quatre-vingt-dix-huit, cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent dix-neuf, deux cent vingt et un, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent trente et un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, trois cent douze, trois cent treize, trois

two arpents square ; bounded at one end to the north west partly by lots numbers two hundred and fifty-two, two hundred and fifty-three and two hundred and fifty-four, on the north east side by part of lot number two hundred and fifty-six, on south west side by lot number two hundred and fifty-one, and at the other end to the south east by Argenteuill street.

4. Ninety-one other lots of land situate and being at the same place ; bounded in front by Empress street, known and designated as numbers twenty-seven, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty, eighty-one, eighty-two, eighty-three, eighty-four, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-four, ninety-five, ninety-six, ninety-seven, ninety-eight, ninety-nine, one hundred, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six and one hundred and thirty-seven, of the official subdivision of lot number two hundred and fifty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval.

5. One hundred and forty-three other lots of land situate and being at the same place ; bounded in front by Napoleon street, known and designated as numbers one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-six, one hundred and forty-seven, one hundred and forty-eight, one hundred and forty-nine, one hundred and fifty, one hundred and fifty-one, one hundred and fifty-two, one hundred and fifty-three, one hundred and fifty-four, one hundred and fifty-five, one hundred and fifty-six, one hundred and fifty-seven, one hundred and fifty-eight, one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty, one hundred and sixty-one, one hundred and sixty-two, one hundred and sixty-three, one hundred and sixty-four, one hundred and sixty-five, one hundred and sixty-six, one hundred and sixty-seven, one hundred and sixty-eight, one hundred and sixty-nine, one hundred and seventy, one hundred and seventy-one, one hundred and seventy-two, one hundred and seventy-three, one hundred and seventy-five, one hundred and seventy-six, one hundred and seventy-seven, one hundred and seventy-eight, one hundred and seventy-nine, one hundred and eighty, one hundred and eighty-one, one hundred and eighty-two, one hundred and eighty-three, one hundred and eighty-four, one hundred and eighty-five, one hundred and eighty-six, one hundred and eighty-seven, one hundred and eighty-eight, one hundred and eighty-nine, one hundred and ninety, one hundred and ninety-one, one hundred and ninety-two, one hundred and ninety-three, one hundred and ninety-four, one hundred and ninety-five, one hundred and ninety-six, one hundred and ninety-seven, one hundred

cent vingt, trois cent vingt-trois, trois cent vingt-quatre, trois cent trente-neuf, trois cent quarante, trois cent quarante et un, trois cent quarante-deux, trois cent quarante-trois, trois cent quarante-quatre, trois cent quarante-cinq, trois cent quarante-six, trois cent quarante-sept, trois cent quarante-huit, trois cent quarante-neuf, trois cent cinquante, trois cent cinquante et un, trois cent cinquante-deux, trois cent cinquante-trois, trois cent cinquante-quatre, trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept, trois cent cinquante-huit, trois cent cinquante-neuf, trois cent soixante, trois cent soixante et un, trois cent soixante et deux, trois cent soixante et trois, trois cent soixante et quatre, trois cent soixante et cinq, trois cent soixante et six, trois cent soixante et sept, trois cent soixante et huit, trois cent soixante et neuf, trois cent soixante et dix, trois cent soixante et onze, trois cent soixante et treize, trois cent soixante et quatorze, trois cent soixante et quinze, trois cent soixante et seize, trois cent soixante et dix-sept, trois cent soixante et dix-huit, trois cent soixante et dix-neuf, trois cent quatre-vingt, trois cent quatre-vingt-un, trois cent quatre-vingt-deux, trois cent quatre-vingt-trois, trois cent quatre-vingt-quatre, trois cent quatre-vingt-cinq, trois cent quatre-vingt-six, trois cent quatre-vingt-sept, trois cent quatre-vingt-huit, trois cent quatre-vingt-neuf, trois cent quatre-vingt-dix, trois cent quatre-vingt-onze, trois cent quatre-vingt-douze, trois cent quatre-vingt-dix-huit, trois cent quatre-vingt-dix-neuf, quatre cent, quatre cent un, quatre cent deux, quatre cent trois, quatre cent quatre, quatre cent cinq, quatre cent six, quatre cent sept, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-cinq, de plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval.

6° Sept autres lots de terre sis et situés au même lieu, bornés en front par le chemin public (longeant la rivière), connus et désignés sous les numéros quatre cent onze, quatre cent douze, quatre cent treize, quatre cent quatorze, quatre cent quinze, quatre cent seize, quatre cent dix-sept, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-cinq des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval.

7° Cinquante-neuf autres lots de terre sis et situés au même lieu, bornés en front par la rue Roi de Rome, connus et désignés sous les numéros trente, soixante et quatorze, soixante et quinze, soixante et seize, soixante et dix-sept, soixante et dix-huit, soixante et dix-neuf, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-neuf, cent, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent sept, cent huit, cent neuf, cent dix, cent onze, cent douze, cent treize, cent quatorze, cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent dix huit, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf,

and ninety-eight, one hundred and ninety-nine, two hundred, two hundred and one, two hundred and two, two hundred and three, two hundred and nineteen, two hundred and twenty-one, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-eight, two hundred and twenty-nine, two hundred and thirty, two hundred and thirty-one, two hundred and thirty-two, two hundred and thirty-three, two hundred and thirty-four, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six, three hundred and twelve, three hundred and thirteen, three hundred and twenty, three hundred and twenty-three, three hundred and twenty-four, three hundred and thirty-nine, three hundred and forty, three hundred and forty-one, three hundred and forty-two, three hundred and forty-three, three hundred and forty-four, three hundred and forty-five, three hundred and forty-six, three hundred and forty-seven, three hundred and forty-eight, three hundred and forty-nine, three hundred and fifty, three hundred and fifty-one, three hundred and fifty-two, three hundred and fifty-three, three hundred and fifty-four, three hundred and fifty-five, three hundred and fifty-six, three hundred and fifty-seven, three hundred and fifty-eight, three hundred and fifty-nine, three hundred and sixty, three hundred and sixty-one, three hundred and sixty-two, three hundred and sixty-three, three hundred and sixty-four, three hundred and sixty-five, three hundred and sixty-six, three hundred and sixty-seven, three hundred and sixty-eight, three hundred and sixty-nine, three hundred and seventy, three hundred and seventy-one, three hundred and seventy-three, three hundred and seventy-four, three hundred and seventy-five, three hundred and seventy-six, three hundred and seventy-seven, three hundred and seventy-eight, three hundred and seventy-nine, three hundred and eighty, three hundred and eighty-one, three hundred and eighty-two, three hundred and eighty-three, three hundred and eighty-four, three hundred and eighty-five, three hundred and eighty-six, three hundred and eighty-seven, three hundred and eighty-eight, three hundred and eighty-nine, three hundred and ninety, three hundred and ninety-one, three hundred and ninety-two, three hundred and ninety-eight, three hundred and ninety-nine, four hundred, four hundred and one, four hundred and two, four hundred and three, four hundred and four, four hundred and five, four hundred and six, four hundred and seven, of the official subdivision of lot number two hundred and fifty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval.

6. Seven other lots of land situate and being at the same place; bounded in front by the public road (running along the river), known and designated as numbers four hundred and eleven, four hundred and twelve, four hundred and thirteen, four hundred and fourteen, four hundred and fifteen, four hundred and sixteen, four hundred and seventeen, of the official subdivision of the lot number two hundred and fifty-five, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval.

7. Fifty-nine other lots of land situate and being at the same place; bounded in front by King of Rome street, known and designated as numbers thirty, seventy-four, seventy-five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty, eighty-one, eighty-two, eighty-three, eighty-four, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-four, ninety-five, ninety-six, ninety-seven, ninety-eight, ninety-nine, one hundred, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight, one hundred and nine, one hundred and ten, one hundred and eleven, one hundred and twelve, one hundred and thirteen, one hundred and fourteen, one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred

cent trente, cent trente et un, cent trente-deux, cent trente-trois, cent trente-quatre, cent trente-cinq et cent trente-six, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval.

8^e Soixante autres lots de terre sis et situés au même lieu ; bornés en front par la rue Roi de Rome, connus et désignés sous les numéros cent quarante-neuf, cent soixante et trois, cent soixante et douze, cent soixante et treize, cent soixante et quatorze, deux cent sept, deux cent huit, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf, deux cent vingt, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent trente et un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent cinquante-quatre, deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante et un, deux cent soixante et deux, deux cent soixante et trois, deux cent soixante et quatre, deux cent soixante et cinq, deux cent soixante et six, deux cent soixante et sept, deux cent soixante et huit, deux cent soixante et neuf, deux cent soixante et dix, deux cent soixante et onze, deux cent soixante et douze, deux cent soixante et treize, deux cent soixante et quatorze, deux cent soixante et quinze et deux cent soixante et seize, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval.

9^e Cent un autres lots de terre sis et situés au même lieu ; bornés en front par la rue Prince de Galles, connus et désignés sous les numéros deux cent soixante et dix-huit, deux cent soixante et dix-neuf, deux cent quatre-vingt, deux cent quatre-vingt-un, deux cent quatre-vingt-deux, deux cent quatre-vingt-trois, deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-cinq, deux cent quatre-vingt-six, deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-neuf, deux cent quatre-vingt-dix, deux cent quatre-vingt-onze, deux cent quatre-vingt-douze, deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze, deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-sept, deux cent quatre-vingt-dix-huit, deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cent un, trois cent deux, trois cent trois, trois cent quatre, trois cent cinq, trois cent six, trois cent sept, trois cent huit, trois cent neuf, trois cent dix, trois cent onze, trois cent douze, trois cent quatorze, trois cent quinze, trois cent seize, trois cent dix-sept, trois cent dix-huit, trois cent dix-neuf, trois cent vingt, trois cent vingt et un, trois cent vingt-deux, trois cent vingt-cinq, trois cent vingt-six, trois cent vingt-sept, trois cent vingt-huit, trois cent vingt-neuf, trois cent quatre-vingt-quinze, trois cent quatre-vingt-dix-sept, quatre cent treize, quatre cent quatorze, quatre cent quinze, quatre cent seize,

and twenty two, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty nine, one hundred and thirty, one hundred and thirty-one, one hundred and thirty-two, one hundred and thirty-three, one hundred and thirty four, one hundred and thirty-five and one hundred and thirty-six, of the official subdivision of lot number two hundred and fifty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval.

8. Sixty other lots of land situate at the same place ; bounded in front by King of Rome street, known and designated as numbers one hundred and forty-nine, one hundred and sixty-three, one hundred and seventy-two, one hundred and seventy-three, one hundred and seventy-four, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and seventeen, two hundred and eighteen, two hundred and nineteen, two hundred and twenty, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-seven, two hundred and twenty-eight, two hundred and twenty-nine, two hundred and thirty, two hundred and thirty-one, two hundred and thirty-two, two hundred and thirty-three, two hundred and thirty-four, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-eight, two hundred and thirty-nine, two hundred and forty, two hundred and forty-one, two hundred and forty-two, two hundred and forty-three, two hundred and forty-four, two hundred and forty-five, two hundred and forty-six, two hundred and forty-seven, two hundred and forty-eight, two hundred and forty-nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty-one, two hundred and fifty-two, two hundred and fifty-three, two hundred and fifty-four, two hundred and fifty-five, two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-seven, two hundred and fifty-eight, two hundred and fifty-nine, two hundred and sixty, two hundred and sixty-one, two hundred and sixty-two, two hundred and sixty-three, two hundred and sixty-four, two hundred and sixty-five, two hundred and sixty-six, two hundred and sixty-seven, two hundred and sixty-eight, two hundred and sixty-nine, two hundred and seventy, two hundred and seventy-one, two hundred and seventy-two, two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-four, two hundred and seventy-five and two hundred and seventy-six, of the official subdivision of the lot number two hundred and fifty-six, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the county of Laval.

9. One hundred other lots situate and being at the same place ; bounded in front by Prince of Wales street, known and designated as numbers two hundred and seventy-eight, two hundred and seventy-nine, two hundred and eighty, two hundred and eighty-one, two hundred and eighty-two, two hundred and eighty three, two hundred and eighty-four, two hundred and eighty-five, two hundred and eighty-six, two hundred and eighty-seven, two hundred and eighty-eight, two hundred and eighty-nine, two hundred and ninety, two hundred and ninety-one, two hundred and ninety-two, two hundred and ninety-three, two hundred and ninety-four, two hundred and ninety-five, two hundred and ninety-six, two hundred and ninety-seven, two hundred and ninety-eight, two hundred and ninety-nine, three hundred, three hundred and one, three hundred and two, three hundred and three, three hundred and four, three hundred and five, three hundred and six, three hundred and seven, three hundred and eight, three hundred and nine, three hundred and ten, three hundred and eleven, three hundred and twelve, three hundred and fourteen, three hundred and fifteen, three hundred and sixteen, three hundred and seventeen, three hundred and eighteen, three hundred and nineteen, three hundred and twenty, three hundred and twenty-one, three hundred and twenty-two, three hundred

quatre cent dix-sept, quatre cent dix-huit, quatre cent dix-neuf, quatre cent vingt, quatre cent vingt et un, quatre cent vingt-deux, quatre cent vingt-trois, quatre cent vingt-quatre, quatre cent vingt-cinq, quatre cent vingt-six, quatre cent vingt-sept, quatre cent vingt-huit, quatre cent vingt-neuf, quatre cent trente, quatre cent trente et un, quatre cent trente-deux, quatre cent trente-trois, quatre cent trente-quatre, quatre cent trente-cinq, quatre cent trente-six, quatre cent trente-sept, quatre cent trente-huit, quatre cent trente-neuf, quatre cent quarante, quatre cent quarante et un, quatre cent quarante-deux, quatre cent quarante-trois, quatre cent quarante-quatre, quatre cent quarante-cinq, quatre cent quarante-six, quatre cent quarante-sept, quatre cent quarante-huit, quatre cent quarante-neuf, quatre cent cinquante, quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux, quatre cent cinquante-trois, quatre cent cinquante-quatre, quatre cent cinquante-cinq, quatre cent cinquante-six, quatre cent cinquante-sept, quatre cent cinquante-huit, quatre cent cinquante-neuf, quatre cent soixante, quatre cent soixante et un, quatre cent soixante et deux, quatre cent soixante et trois, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval.

10° Sept autres lots de terres et situés au même lieu; bornés en front par le chemin public (longeant la rivière), connus et désignés sous les numéros quatre cent soixante et dix-huit, quatre cent soixante et dix-neuf, quatre cent quatre-vingt, quatre cent quatre-vingt-un, quatre cent quatre-vingt-deux, quatre cent quatre-vingt-trois, quatre cent quatre-vingt-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro deux cent cinquante-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté Laval — le tout sans bâtisses, toutes les rues ci-dessus mentionnées sont des rues projetées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Martin, le DOUZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 5 avril 1899.

Shérif.
1273-2

[Première publication, 8 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit—Papineauville.

Ottawa, à savoir : **D**AME HENRIETTE BOU-
No 6. **R**ASSA, épouse séparée
quant aux biens de Hector Chauvin, avocat, de
Montebello, district d'Ottawa, Demanderesse; contre
les terres et tenements de **VICTOR LALONDE**, de
Saint-André Avellin, dit district, Défendeur, à
savoir :

Lots numéros trois cent vingt-neuf A (329A) et
trois cent vingt-neuf B (329B), suivant les plan et
livre de renvoi officiel pour la paroisse de Saint-
André Avellin, dit district d'Ottawa—avec les bâ-
tisses y érigées.

and twenty-five, three hundred and twenty-six,
three hundred and twenty-seven, three hundred
and twenty-eight, three hundred and twenty-nine,
three hundred and ninety-five, three hundred and
ninety-seven, four hundred and thirteen, four hun-
dred and fourteen, four hundred and fifteen, four
hundred and sixteen, four hundred and seventeen,
four hundred and eighteen, four hundred and nine-
teen, four hundred and twenty, four hundred and
twenty-one, four hundred and twenty-two, four hun-
dred and twenty-three, four hundred and twenty-
four, four hundred and twenty-five, four hundred and
twenty-six, four hundred and twenty-seven, four hun-
dred and twenty-eight, four hundred and twenty-
nine, four hundred and thirty, four hundred and
thirty-one, four hundred and thirty-two, four hun-
dred and thirty-three, four hundred and thirty-four,
four hundred and thirty-five, four hundred and
thirty-six, four hundred and thirty-seven, four hun-
dred and thirty-eight, four hundred and thirty-nine,
four hundred and forty, four hundred and forty-one,
four hundred and forty-two, four hundred and
forty-three, four hundred and forty-four, four hun-
dred and forty-five, four hundred and forty-six, four
hundred and forty-seven, four hundred and forty-
nine, four hundred and fifty, four hundred and
fifty-one, four hundred and fifty-two, four hundred
and fifty-three, four hundred and fifty-four, four
hundred and fifty-five, four hundred and fifty-six,
four hundred and fifty-seven, four hundred and
fifty-eight, four hundred and fifty-nine, four hun-
dred and sixty, four hundred and sixty-one, four
hundred and sixty-two and four hundred and sixty-
three, of the official subdivision of lot number two
hundred and fifty-six, of the official plan and book
of reference of the parish of Saint-Martin, in the
county of Laval.

10. Seven other lots of land situate and being at
the same place; bounded in front by the public
road (running along the river), known and designated
as numbers four hundred and seventy-eight, four
hundred and seventy-nine, four hundred and eighty,
four hundred and eighty-one, four hundred and
eighty-two, four hundred and eighty-three and four
hundred and eighty-four, of the official subdivision
of lot number two hundred and fifty-six, of the
official plan and book of reference of the parish of
Saint Martin, in the county of Laval—the whole
without buildings, all the streets hereinabove men-
tioned are projected streets.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Saint Martin, on the TWELFTH day of
MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said
writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,

Montréal, 5th April, 1899.

Sheriff.

1274

[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court—Papineauville.

Ottawa, to wit : **D**AME HENRIETTE BOU-
No 6. **R**ASSA, wife separate as
to property of Hector Chauvin, advocate, of Monte-
bello, district of Ottawa, Plaintiff; against the lands
and tenements of **VICTOR LALONDE**, of Saint
André Avellin, said district, Defendant, to wit :

Lots numbers three hundred and twenty-nine A
(329A), and three hundred and twenty-nine B
(329B), according to the official plan and book of
reference for the parish of Saint André Avellin, in
said district of Ottawa—with the buildings thereon
erected.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-André Avellin, le NEUVIEME jour du mois de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

COUTLEE & WRIGHT.

Bureau du Shérif, Hull, 4 avril 1899. Shérif. 1307-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Quebec, à savoir : **D**AME CEDULIE LAMBERT, de Saint-Apollinaire, marchande publique, veuve de feu Isaac Gingras, et épouse contractuellement séparée de biens de Firmin Garneau, de Saint-Apollinaire, charron, et le dit FIRMIN GARNEAU, mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse ; contre GUILLAUME MASSE, de Saint-Apollinaire, à savoir :

Le lot No. 483 (quatre cent quatre-vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, étant une terre située dans la concession Sainte-Marie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Apollinaire, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS A. ERN. GAGNON,

Bureau du shérif, Québec, 27 avril 1899. Shérif. 1611
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, à savoir : **D**AVID SMITH, de la cité No. 398, de Québec, agent d'assurance ; contre EMELIE CADORETTE, ci-devant de Saint-Romuald d'Etchemin, dans le district de Québec, maintenant de lieux inconnus, veuve de feu Joseph Girard, de son vivant du même lieu, contre-maître, à savoir :

La partie côté sud-ouest du lot No. 534 (cinq cent trente quatre, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin ; borné au sud au chemin public, à l'est à David Smith, au nord au bout de la profondeur, à l'ouest à Xavier Gagnon, avec aussi la moitié côté sud-ouest de la maison et de la cuisine attenante à la dite maison actuellement construite sur la totalité de l'emplacement situé au nord du chemin public. Pour être vendu à la charge d'une rente foncière annuelle de six piastres, en faveur de Théophile Hallée—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. ERN. A. GAGNON,

Bureau du shérif, Québec, 13 avril 1899. Shérif. 1389-2
[Première publication, 15 avril 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, à savoir : **D**ELPHIS COULOMBE, de No. 1406, Saint-Edouard de Lotbinière, cultivateur ; contre NARCISSE BLAIS, de Saint-Edouard de Lotbinière, cultivateur, à savoir :
1° Le No. 25 (vingt-cinq), du cadastre officiel de

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint André Avellin, on the NINTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 4th April, 1899. Sheriff. 1308
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **D**AME CEDULIE LAMBERT, of Saint Apollinaire, public trader, widow of the late Isaac Gingras, and wife separated as to property by marriage contract of Firmin Garneau, of Saint Apollinaire, wheelwright, and the said FIRMIN GARNEAU, a party hereunto to authorize and assist his said wife ; against GUILLAUME MASSE, of Saint Apollinaire, to wit :

Lot No. 488 (four hundred and eighty-eight), of the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, being a land situated in the Sainte Mary's concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Apollinaire, the THIRTIETH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Québec, 27th April, 1899. Sheriff. 1612
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **D**AVID SMITH, of the city No. 398, and district of Québec, insurance agent ; against EMELIE CADORETTE, formerly of Saint Romuald d'Etchemin, in the district of Québec, now of parts unknown, widow of the late Joseph Girard, in his lifetime of the same place, foreman, to wit :

The south west side part of lot No. 534 (five hundred and thirty-four), of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin ; bounded on the south by the public road, on the east by David Smith, on the north by the end of the depth, on the west by Xavier Gagnon, with also the south west side half of the house and of the kitchen adjoining the said house actually built on the whole of the lot situate north of the public road. To be sold subject to the charge of a yearly ground rent of six dollars, in favor of Théophile Hallée—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, in the county of Lévis, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 13th April, 1899. Sheriff. 1390
[First published, 15th April, 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : **D**ELPHIS COULOMBE, of No. 1406, Saint Edouard de Lotbinière, farmer ; against NARCISSE BLAIS, of Saint Edouard de Lotbinière, farmer, to wit :
1. Lot No. 25 (twenty-five), of the official cadastre

Saint-Edouard de Lotbinière, lot de terre situé concession Saint-Charles—avec bâtisses.

2° La moitié sud-ouest du No 328-1 (trois cent vingt-huit, un), du cadastre officiel de Saint-Edouard de Lotbinière, lot de terre situé concession Lucieville, de un arpent de front ; borné au nord par la concession Juliaville, au sud à la rivière Huron, au nord-est à l'autre moitié du dit numéro, et au sud-ouest aux terres non concédées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edouard de Lotbinière, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 13 avril 1899.

Shérif.
1387-2

[Première publication, 15 avril 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs.
No 1489. } LENA LEMIEUX, des
cité et district de Québec, à savoir :

1° Le lot No 1047 (mille quarante-sept), du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Notre-Dame des Anges.

2° Le lot No 1048 (mille quarante-huit), du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Notre-Dame des Anges.

Les dits deux lots pour être vendus en bloc, et le tout sujet à une rente foncière de quatre piastres et cinquante centins, payable à la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 septembre chaque année.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 13 avril 1899.

Shérif.
1385-2

[Première publication, 15 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Province de Québec, }
District de Rimouski. } MAGLOIRE D'ANJOU,
No 1757. } marchand, de la pa-

roisse de Saint-Simon, Demandeur ; contre JOHNNY JEAN, cultivateur, de la paroisse de Saint-Mathieu, Défendeur, savoir :

Une terresituée au premier rang de Saint-Mathieu, (troisième rang de la seigneurie Nicolas Rioux, ancienne paroisse de Saint-Simon), contenant deux arpents de front sur vingt-sept arpents de profondeur environ, le tout plus ou moins, étant le numéro quarante-sept (47), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Mathieu—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, le DOUZIEME jour de MAI, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf (1899), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref retournable suivant la loi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du shérif,
Rimouski, 30 mars 1899.

Shérif.
1235-2

[Première publication, 8 avril 1899.]

of Saint Edouard de Lotbinière, a lot of land situate in the concession Saint Charles—with buildings.

2. The south west half of No. 328-1 (three hundred and twenty-eight, one), of the official cadastre of Saint Edouard de Lotbinière, a lot of land situate in the concession Lucieville, of one arpent in front ; bounded on the north by the Juliaville concession, on the south by the river Huron, on the north east by the other half of the said number, and on the south west by unconceded lands,

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edouard de Lotbinière, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,
Quebec, 13th April, 1899.

Sheriff.
1388

[First published, 15th April, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs.
No. 1489. } LENA LEMIEUX, of the
city and district of Quebec, to wit :

1. Lot No. 1047 (one thousand and forty-seven), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Notre Dame des Anges street.

2. Lot No. 1048 (one thousand and forty-eight), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Notre Dame des Anges street.

The said two lots to be sold together (*en bloc*), and the whole subject to a ground rent of four dollars and fifty cents, payable to the Community of the Nuns of the Hotel Dieu of Quebec, on the 29th of September of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,
Quebec, 13th April, 1899.

Sheriff.
1386

[First published, 15th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Québec, }
District of Rimouski. } MAGLOIRE D'ANJOU,
No. 1757. } of the parish of Saint

Simon, Plaintiff ; against JOHNNY JEAN, farmer, of the parish of Saint Mathieu, Defendant, to wit :

A land situate in the first range of Saint Mathieu, (third range of the seigniorie Nicolas Rioux, former parish of Saint Simon), containing two arpents in front by about twenty-seven arpents in depth, the whole more or less, being number forty-seven (47), of the cadastre of the said parish of Saint Mathieu—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, on the TWELFTH day of MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine (1899), at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,
Rimouski, 30th March, 1899.

Sheriff.
1236

[First published, 8th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 387.

THE CHINIC HARD-WARE COMPANY,
Demanderesse; contre
ARTHUR GAGNE, de
la paroisse de Sainte-Angèle de Méricie, dans le
comté et district de Rimouski, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Angèle de Méricie, de forme irrégulière, contenant environ un arpent en superficie, plus ou moins; borné au nord et à l'est à Irenée Langlais, à l'ouest à la rivière Métis, au sud au chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, étant le dit emplacement une parcelle du numéro trois cent vingt-neuf (329), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Sainte-Angèle de Méricie, (seigneurie de Lepage et Thibierge).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Méricie, district de Rimouski, le DIXIEME jour de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, aux conditions suivantes fixées par jugement de l'honorable cour supérieure siégeant à Québec, en date du 21 mars 1899, savoir : la jouissance seule du dit terrain pour l'espace de neuf ans à partir du 1er mai 1898 à aller au 1er mai 1907, à la charge de payer annuellement six piastres à Rémi Langlais, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Angèle, à partir du 1er mai 1898, et d'enlever les bâtisses construites sur le dit emplacement le 1er mai 1907, afin de remettre le dit Rémi Langlais en possession du dit terrain. Le dit bref rapportable suivant la loi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif,
Rimouski, 4 avril 1899.Shérif.
1301-2

[Première publication, 8 avril 1899.]

EIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 387.

THE CHINIC HARD-WARE COMPANY,
Plaintiffs; against **ARTHUR GAGNE,** of the
parish of Sainte Angèle de Méricie, in the county
and district of Rimouski, Defendant, to wit:

A lot situate in the parish of Sainte Angèle de Méricie, of irregular outline, containing about one arpent in superficies, more or less; bounded to the north and to the east to Irenée Langlais, to the west to the Métis River, to the south to the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being the said emplacement a parcel of number three hundred and twenty-nine (329), of the official cadastre for the said parish of Sainte Angèle de Méricie, (seigneurie of Lepage and Thibierge).

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle de Méricie, district of Rimouski, the TENTH day of MAY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN of the clock in the forenoon, subject to the following conditions fixed by judgment of the honorable superior court sitting at Quebec, dated the 21st of March, 1899, to wit: The enjoyment only of the said land for the term of nine years from the 1st of May, 1898, to the 1st of May, 1907, subject to the charge of paying yearly six dollars to Rémi Langlais, farmer, of the said parish of Sainte Angèle, from the 1st of May, 1898, and of removing the buildings erected on the said lot, on the 1st of May, 1907, so as to put the said Rémi Langlais again in possession of the said lot. Said writ returnable according to law.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,
Rimouski, 4th April, 1899.Sheriff.
1302

[First published, 8th April, 1899.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 44.

PAUL RAINVILLE, Deman-
deur; contre **NA-
ZAIRE CHENE,**
Défendeur.

La moitié indivise d'une terre située sur le rang de la Grande Ligne, en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, comté de Rouville, et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-trois (No 283), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE.

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 4 avril 1899.Shérif.
1243-2

[Première publication, 8 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 37.

ANTOINE SICARD, Deman-
deur; contre **DAME
FRIDOLINE DES-
MARAIS,** Défenderesse.

1^{re} Une partie du lot numéro trois cent cinquante-neuf (No 359), des plan et livre de renvoi officiels

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No. 44.

PAUL RAINVILLE, Plaintiff;
against **NAZAIRE
CHENE,** Defendant.

The one undivided half of a lot of land situate on the range Grande Ligne, in the parish of Sainte Angèle de Monnoir, Rouville county, and known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Angèle de Monnoir, as lot number two hundred and eighty-three (No. 283)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, on the NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office,
Saint Hyacinth, 4th April, 1899.Sheriff.
1244

[First published, 8th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of St. Hyacinth,
No. 37.

ANTOINE SICARD, Plaintiff; against
**DAME FRIDOLINE
DESMARIS,** Defend-
ant.

1. Part of lot number three hundred and fifty-nine (No. 359), of the official plan and book of

du cadastre de la paroisse de Sainte-Hélène, comté de Bagot, en la dite paroisse de Sainte-Hélène, sur le rang Saint-Augustin; bornée par un bout au chemin du rang Saint-Augustin, à l'autre bout par une autre partie du dit lot No 359, appartenant à Aurélien Cauchon, d'un côté par une partie du lot numéro trois cent cinquante huit (No 358), et de l'autre côté par le numéro trois cent soixante (No 360), appartenant à Rémi Joly, contenant la dite partie du lot environ deux arpents de largeur sur neuf arpents de profondeur—avec les bâtisses.

2° Une partie du lot numéro trois cent cinquante-huit (No 358), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Hélène, contenant un arpent et demie de largeur sur neuf de profondeur; bornée par un bout au chemin du dit rang Saint-Augustin, à l'autre bout par une autre partie du dit lot No 358, appartenant à Aurélien Cauchon, d'un côté par le No 357, appartenant à Alfred Jacques, et de l'autre côté par une partie du dit lot No 359, appartenant à Pierre Pelland—avec les bâtisses.

3° Une terre située en la dite paroisse de Sainte-Hélène, sur le dit rang Saint-Augustin, portant le numéro trois cent quatre-vingt-treize (No 393), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Hélène—avec les bâtisses.

4° Une terre située au même lieu, portant le numéro trois cent quatre-vingt-douze (No 392), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Hélène—avec les bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 4 avril 1899. 1241-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, BELONI LOI-
Province de Québec, SELLE, Deman-
District de Saint-Hyacinthe, deur; vs DAMASE
No 482. CHENE, Défendeur.

La moitié indivise d'une terre située sur le rang de la Grande Ligne, en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, comté de Rouville, et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-trois (No 283), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 4 avril 1899. 1323-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, DAME CATHERINE
Sainte-Scholastique, HUTCHINS ET AL.,
savoir: No 426. Demandeurs; contre
HENRY LANGEVIN DIT LACROIX ET AL., Défendeurs, savoir:

Un lot de terre situé dans le township de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels,

reference for the parish of Sainte Hélène, county of Bagot, in the said parish of Sainte Hélène, on the range Saint Augustin; bounded at one end by the public road on Saint Augustin range, at the other end by another part of said lot No. 359, belonging to Aurélien Cauchon, on one side by part of lot number three hundred and fifty-eight (No. 358), and on the other side by lot number three hundred and sixty (No. 360), belonging to Rémi Joly, containing said part of lot about two acres in width by nine acres in depth—with the buildings.

2. Part of lot number three hundred and fifty-eight (No. 358), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Sainte Hélène, containing one acre and a half in width by nine acres in depth; bounded at one end by the public road of range Saint Augustin, at the other end by another part of said lot No. 358, belonging to Aurélien Cauchon, on one side by lot No. 357, belonging to Alfred Jacques, and on the other side by part of said lot No. 359, belonging to Pierre Pelland—with the buildings.

3. A lot of land situate in the said parish of Sainte Hélène, on said range Saint Augustin, bearing number three hundred and ninety-three (No. 393), of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Hélène—with the buildings.

4. A lot of land situate at the same place, bearing number three hundred and ninety-two (No. 392), of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Hélène—with the buildings.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Hélène, on the SIXTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 4th April, 1899. 1242
[First published, 8th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, BELONI LOI-
Province of Quebec, SELLE, Plaintiff;
District of Saint Hyacinth, vs DAMASE CHENE,
No. 482. Défendant.

The one undivided half of a lot of land situate on the range Grande Ligne, in the parish of Sainte Angèle de Monnoir, Rouville county, and known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Angèle de Monnoir as lot number two hundred and eighty-three (No. 283)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, on the NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 4th April, 1899. 1324
[First published, 8th April, 1899.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, DAME CATHERINE
Sainte Scholastique, HUTCHINS ET AL.,
to wit: No. 426. Plaintiffs; against HENRY
Langevin DIT LACROIX ET AL., Defendants, to wit:

A lot of land situate in the township of Chatham, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of

faits pour le dit township de Chatham, sous le numéro six cent vingt-huit (628)—avec les bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Philippe, dit district, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 26 avril 1899. 1569
[Première publication, 29 avril 1899.]

reference made for the said township of Chatham, as number six hundred and twenty-eight (628)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Philippe, said district, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 26th April, 1899. 1570
[First published, 29th April, 1899.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : **ANTOINE GAGNON**,
No 328. Demandeur : contre
IGNACE LECLERC, père, Défendeur.

1o Une portion de terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, concession Augusta, contenant environ soixante arpents en superficie, connue sous le numéro cent trente et un (131), du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Sainte-Ursule.

2o Une terre située dans la paroisse de Sainte-Ursule, concession Beaupré, contenant environ soixante et huit arpents en superficie, connue et désignée sous les numéros quarante-quatre et cinquante-quatre (44 et 54), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé pour la dite paroisse de Sainte-Ursule—avec maison, grange, étable et autre bâties sus-construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 avril 1899. 1563
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : **CHARLES FROST**
No 277. **ET FRANÇOIS FROST**

FROST, de Smith's Falls, province d'Ontario, manufacturiers d'instruments agricoles, et comme tels faisant affaires à Québec, sous la raison de "Frost & Wood", Demandeurs ; contre **JEAN NARCISSE TRUDEL**, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Narcisse, dans le rang de la Grande Ligne, faisant partie du lot de terre numéro deux cent quatre-vingt-huit (288) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Narcisse, contenant soixante et douze pieds de front sur cent soixante pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par le chemin public, en profondeur, et d'un côté par François-Xavier Trudel, et d'autre côté par Joseph Cossette—avec ensemble la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le TRENTIEME

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Superior Court.—District of Three-Rivers.
Three Rivers, to wit : **ANTOINE GAGNON**,
No. 328. Plaintiff : against
IGNACE LECLERC, senior, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Sainte Ursule, Augusta concession, containing about sixty arpents in area, known as number one hundred and thirty-one (131), of the official registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte Ursule.

2. A land situate in the parish of Sainte Ursule, Beaupré concession, containing about sixty-eight arpents in area, known and designated as numbers forty-four and fifty-four (44 and 54), of the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Sainte Ursule—together with house, barn, stable and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Ursule, on the SECOND day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 26th April, 1899. 1564
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS
Superior Court.—District of Three-Rivers.
Three Rivers, to wit : **CHARLES FROST** AND
No 277. **FRANÇOIS FROST**

of Smith's Falls, province of Ontario, agricultural implement manufacturers, and as such doing business at Quebec, under the name of "Frost & Wood". Plaintiffs : against **JEAN NARCISSE TRUDEL**, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Narcisse, in the Grande Ligne range, forming part of lot number two hundred and eighty-eight (288) of the official cadastre for the said parish of Saint Narcisse, containing seventy-two feet in front by one hundred and sixty feet in depth, more or less ; bounded in front by the highway, in rear and on one side by François-Xavier Trudel, and on the other side by Joseph Cossette—together with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the THIRTY-FIRST

UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 avril 1899. 1565
[Première publication, 29 avril 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **LOUIS FELIX BOUR-**
No 303. } **GOUIN,** Deman-
deur; contre **LOUIS GARON ET AL.,** Défendeurs,
et **FRANCOIS SIMEON TOURIGNY,** Distrayant.
Comme appartenant au dit demandeur saisi, Louis
Félix Bourgouin, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre situé en la paroisse de Nicolet, à la concession du Grand Saint-Esprit, au sud-ouest d'icelle, et à la concession du côté nord-est de la rivière Nicolet, contenant trois arpents de front sur la profondeur de vingt arpents, ensuite ne reprend que deux arpents et quart de largeur sur six arpent et un quart de profondeur; borné par devant par le chemin de la Reine de la dite concession du Grand Saint-Esprit, par derrière par Uldoric Hélie et Sévère Marcotte, joignant du côté nord à Omer Proulx et au dit Uldoric Hélie, et du côté sud à Napoléon Marcotte, icelui étant le lot de terre numé cent vingt neuf (129), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Nicolet—avec ensemble, maison, grange et étable y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 29 mars 1899. 1219-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **NAPOLÉON BABI-**
No 282. } **NEAU DIT BI-**
NEAU, Demandeur; contre **SEVÈRE BABINEAU**
dit **BINEAU,** Défendeur.

Le lot de terre numéro trois cent vingt-neuf (329), du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Célestin, situé dans la concession nord-est de la Côte Saint Pierre, du contenu de trois arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, plus ou moins, entre Louis Bergeron au nord-ouest et Odilon Gagnon au sud-est—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Célestin, le TREIZIEME jour de MAI prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 5 février 1899. 1283-2
[Première publication, 8 avril 1899.]

day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 26th April, 1899. 1566
[First published, 29th April, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **LOUIS FELIX BOUR-**
No. 303. } **GOUIN,** Plaintiff;
against **LOUIS GARON ET AL.,** Defendants, and
FRANCOIS SIMEON TOURIGNY, Distracting.
Seized as belonging to the plaintiff Louis Félix
Bourgouin, the following lot, to wit:

A lot of land situate in the parish of Nicolet, in the Grand Saint Esprit concession, in the south west thereof, and in the concession on the north east side of the Nicolet river, containing three arpents in front by the depth of twenty arpents, from thence having only two arpents and a quarter in width by six arpents and a quarter in depth; and bounded in front by the Queen's road of the said Grand Saint Esprit concession, in rear by Uldoric Hélie and Sévère Marcotte, adjoining on the north side at Omer Proulx and to the said Uldoric Hélie, and on the south side to Napoléon Marcotte, being a lot of land number one hundred and twenty-nine (129), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Nicolet—together with house, barn and stable thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the morning. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 29th March, 1899. 1220
[First published, 8th April, 1899.]

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **NAPOLÉON BABI-**
No. 282. } **NEAU DIT BINEAU,**
Plaintiff; against **SEVÈRE BABINEAU** dit **BI-**
NEAU, Defendant.

Lot of land number three hundred and twenty-nine (329), of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Celestin, situate in the north east concession of the Cote Saint Pierre, containing three arpents in front by twenty-six arpents in depth, more or less, between Louis Bergeron on the north west and Odilon Gagnon on the south east—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Celestin, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 5th February, 1899. 1284
[First published, 8th April, 1899.]

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 980.

J. A. E. Lemay dit Delorme, Demandeur ;
vs.
Dame Caroline Leriche dite Lassonde et al.,
Défendeurs,
et
Joseph Poirier,
Défendeur par reprise d'instance.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-cinquième jour d'avril 1899, dans une cause dans laquelle Joseph Antoine Emile Lemay dit Delorme, boulanger, du village du Sault-au-Récollet, district de Montréal, est le demandeur, contre Caroline Leriche dite Lassonde, épouse séparée de biens d'Alfred Dagenais, de la ville de Notre-Dame des Neiges, district de Montréal, ce dernier, du même lieu, tant personnellement qu'en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Joseph Lemay dit Delorme, cultivateur, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, dit district, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Antoine Leriche dit Lassonde, et en sa qualité de tuteur à son fils Joseph Timothée Henri Lemay dit Delorme ; Marie Anne Hortense Elizabeth Lemay dit Delorme, épouse séparée de biens de Wilfrid Bastien, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier, du même lieu, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux présentes ; Joseph Siméon Napoléon Lemay dit Delorme ; Marie Angéline Hélène Lemay dite Delorme, fille majeure, et usant de ses droits ; Joseph Hormisdas Arthur Lemay dit Delorme, ces trois derniers de la dite paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice ; Gustave Pépin, de Saint-Léonard de Port Maurice susdit, en sa qualité de tuteur à Marie Berthe Pépin, sa fille mineure ; Marie Philomène Alphonsine Poirier, épouse séparée de biens de Victor Lanerle, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier tant personnellement qu'en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Joseph Poirier, de la cité de Saint-Henri, dit district, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Marie Albertine Poirier, sa fille mineure, sont défendeurs et le dit Joseph Poirier, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Marie Albertine Poirier sa fille mineure, est défendeur par reprise d'instance, ordonne la licitation d'un immeuble désigné comme suit :

Un emplacement situé au village du Sault-au-Récollet, district de Montréal, contenant soixante (60) pieds de largeur sur cent trente-cinq (135) pieds de profondeur ; tenant sur devant au chemin public, en arrière et côté nord-est à Jean-Baptiste Prévost et J. Courval, et d'autre côté au sud-ouest à Benjamin Gougeon—avec une maison en bois, boulangerie, écurie et autres bâtisses dessus construites, connu, le dit immeuble, sous le numéro cent quarante, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 980.

J. A. E. Lemay dit Delorme, Plaintiff ;
vs.
Caroline Leriche dite Lassonde et al.,
Defendants,
&
Joseph Poirier,
Defendant par reprise d'instance.

LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-fifth day of April instant, (1899), in a cause in which Joseph Antoine Emile Lemay dit Delorme, baker, of the village of Sault au Recollet, district of Montreal, is Plaintiff, and Caroline Leriche dite Lassonde, wife separate as to property of Alfred Dagenais, of the town of Notre Dame des Neiges, district of Montreal, and the said Alfred Dagenais, of the same place, personally and inasmuch as to authorized his said wife for the presents ; Joseph Lemay dit Delorme, farmer, of the parish of Saint Leonard de Port Maurice, said district, personally and in his capacity of curator to the substitution created by the will of late Antoine Leriche dit Lassonde, and in his capacity of tutor to his son Joseph Timothée Henri Lemay dit Delorme ; Marie Anne Hortense Elizabeth Lemay dite Delorme, wife separate as to property of Wilfrid Bastien, of the city of Montreal, district of Montreal, and the said Wilfrid Bastien, of the same place, personally and inasmuch as to authorize his said wife for the presents ; Joseph Siméon Napoléon Lemay dit Delorme ; Marie Angéline Hélène Lemay dite Delorme, *filie majeure et usant de ses droits* ; Joseph Hormisdas Arthur Lemay dit Delorme, these last three of the parish of Saint Leonard de Port Maurice ; Gustave Pepin, of the parish of Saint Leonard de Port Maurice, in his capacity of tutor to his daughter, Marie Berthe Pepin ; Marie Philomène Alphonsine Poirier, wife separate as to property of Victor Lanerle, of the city of Montreal, district of Montreal, and the said Victor Lanerle, personally and inasmuch as to authorize his said wife to the effect of the presents ; Joseph Poirier, of the city of Saint Henry, said district, personally and in his quality of tutor to his daughter, Marie Albertine Poirier, are defendants and the said Joseph Poirier, personally and in his quality of tutor to his daughter the said Marie Albertine Poirier, is defendant *par reprise d'instance*, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit :

A lot of land situated in the village of Sault au Récollet, district of Montreal, containing sixty feet in width by one hundred and thirty five feet in length ; adjoining in front the public road, in the back and to the north-east Jean-Baptiste Prévost and J. Courval, and on the other side to the south-west Benjamin Gougeon—with a wooden house, stable and other buildings thereon erected, known the said immovable under number one hundred and forty to the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain 1899, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, à **DIX** heures **ET** **DEMIE** du matin, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FORTIN & LAURENDEAU

Avocats du demandeur.

Montréal, 26 avril 1899. 1579

[Première publication, 29 avril 1899.]

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES MINES.

Québec, 28 avril 1899.

Avis public est par le présent donné que, par correction en date du 25 avril courant, le numéro 2207a a été ajouté au plan et au livre de renvoi officiels de la cité de Québec, quartier Saint-Pierre, pour désigner cette parcelle de terrain ou passage située entre les numéros 2206, 2207 et 2208 du dit cadastre, lesquels numéros ont été corrigés en conséquence dans le livre de renvoi officiel susdit, le tout conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174a du code civil.

S. DUFAULT,

Assistant commissaire.

1637

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 27 avril 1899.

Avis est par le présent donné que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal a passé un règlement, afin de créer une caisse d'économies et de secours, dont les statuts sont conformes à la cédula B annexée au chapitre 93 de l'acte 62 Victoria, et une copie d'icelui a été déposée suivant la loi au bureau du soussigné, le tout conformément à l'acte ci-dessus cité.

J. E. ROBIDOUX,

Secrétaire de la province.

1635

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the **FIRST** day of **JUNE** next, 1899, at **HALF PAST TEN** of the clock in the forenoon, sitting court, in the court room of the court house, in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FORTIN & LAURENDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th April, 1899. 1580

[First published, 29th April, 1899.]

Government Notices

DEPARTMENT OF COLONIZATION AND MINES.

Quebec, 28th April, 1899.

Public notice is hereby given that, by correction dated 25th April instant, the number 2207a has been added to the official plan and book of reference of the city of Quebec, Saint Peters ward, for designation of that parcel of lot or way lying between numbers 2206, 2207 and 2208 of the said cadastre, which numbers have been corrected in consequence in the aforesaid book of reference, the whole conformably to the provisions of articles 2174 and 2174a of the civil code.

S. DUFAULT,

Assistant commissioner.

1638

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 27th April, 1899.

Notice is hereby given that the Association Saint Jean Baptiste de Montréal has passed a by-law for the purpose of establishing a savings and benefit fund, whose regulations are in conformity with the schedule B annexed to chapter 93 of the statute 62 Victoria, and a copy thereof has been deposited in the office according to law, the whole pursuant to the act hereinabove cited.

J. E. ROBIDOUX,

Provincial Secretary.

1636

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 17

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—** Demande d' :—
"Haut de la Petite Côte" à la paroisse de Sainte-Rose, 911 ; Hébertville à divers lots de Saint-Bruno, 911.
- ANNONCEURS :—** Avis aux :— Concernant avis, etc., 899.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—** Quebec Central Railway, 919.
- ASSEMBLÉE SPÉCIALE GÉNÉRALE :—** Quebec Central Railway, 919.
- ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL :—** Création d'une caisse d'économie, etc., 953.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—** Avis au sujet des :—Assemblée législative, 913 ; Conseil législatif, 912.
- COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DES BASSES LAURENTIDES :—** Assemblée générale spéciale des actionnaires, 923.
- EXAMENS :—** Candidats pour licence de mesureur de bois, 911.
- ERRATUM :—** Au lieu de Patterson lire Pattison, 907.
- FAILLIS :—** Bougie, 924 ; Childs & fils, 925 ; Jalbert, 924 ; Lafrance *et al*, 926 ; Marois, 924 ; Moreau, 925 ; Smith, 924 ; The Robert Miller Coy, 923 ; Tremblay, 925 ; Trottier, 925 ; Valiquette & Larivée, 925 ; Vézina, 925 ; Winter, 924.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—** La Cie d'imprimerie des Trois-Rivières, 919 ; La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka, 920 ; The Canadian Rand drill Coy, 922 ; The Provident Trust and investment Coy, 921 ; The Real Estate Investment Coy, 921 ; The Rock City Tobacco Coy, 920 ; The Wm Rutherford & Sons Coy, 922.
- LETTRES PATENTES ÉMISSES :—** The James Walker Hardware Coy, 907.
- LICENCE ACCORDÉE :—** The Birkbeck Investment Security and Savings Coy, 923.
- LICITATIONS :—** Baker vs Johannisses *et al*, 928 ; Dme Longpré vs Barbeau, 927 ; Lemay vs Leriche, 952.
- MINUTES DE NOTAIRES TRANSFÉRÉES :—** A F. Light-hall, 909.
- MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—** Demande d'ériger en :—Village de Saint-Alban, 907 ; Saint-Cajetan de Potton, 909.
- NOMINATIONS :—** Inspecteur des sociétés de secours mutuels :—J. A. Mercier, 899.
Juge de Paix :—Montréal, 899.
Sheriff :—District de Kamouraska, 899.
Syndic et commissaire d'écoles :—Melbourne, 900 ; Sainte-Adélaïde de Pabos, 900.
- PROCLAMATIONS :—** Convocation des Chambres *pro forma*, 906 ; Erection civile, paroisse Saint-Rémi, 904 ; Jour des arbres, 900 ; Termes changés, comté de Bellechasse, 902 ; Termes changés, comté de Maskinongé, 903 ; Terme de la Cour du Banc de la Reine, comté de Beauce, 901 ; Terme de la Cour du Banc de la Reine, Trois-Rivières, 902 ; Transfert bureau d'enregistrement, de Buckingham à Papineauville, 905.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

- MUNICIPALITIES ANNEXED :—** Application for :—
"Haut de la Petite Côte" to the parish of Sainte Rose, 911 ; Hébertville to several lots of Saint Bruno, 911.
- ADVERTISEMENTS :—** Notice to :— Respecting notices, &c, 899.
- ANNUAL GENERAL MEETING :—** Quebec Central Railway, 919.
- SPECIAL GENERAL MEETING :—** Quebec Central Railway, 919.
- ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL :—** Establishment of a savings and benefit fund, &c., 953.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—** Notice Respecting the :—Legislative Assembly, 913 ; Legislative Council, 912.
- LOWER LAURENTIAN RAILWAY COMPANY :—** Special general meeting of the shareholders, 923.
- EXAMINATIONS :—** Candidates for licenses as lumber culler, 911.
- ERRATUM :—** Instead of Patterson read Pattison, 907.
- INSOLVENTS :—** Bougie, 924 ; Childs & fils, 925 ; Jalbert, 924 ; Lafrance *et al*, 926 ; Marois, 924 ; Moreau, 925 ; Smith, 924 ; The Robert Miller Coy, 923 ; Tremblay, 925 ; Trottier, 925 ; Valiquette & Larivée, 925 ; Vézina, 925 ; Winter, 924.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—** The Three Rivers Printing Coy, 919 ; La Société anonyme de Honfleur sur Péribonka, 920 ; The Canadian Rand drill Coy, 922 ; The Provident Trust and investment Coy, 921 ; The Estate Estate Investment Coy, 921 ; The Rock City Tobacco Coy, 920 ; The Wm Rutherford & Sons Coy, 922.
- LETTERS PATENTS GRANTED :—** The James Walker Hardware Coy, 907.
- LICENSE GRANTED :—** The Birkbeck Investment Security and Savings Coy, 923.
- LICITATIONS :—** Baker vs Johannisse *et al*, 928 ; Dme Longpré vs Barbeau, 927 ; Lemay vs Leriche, 952.
- MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED :—** To Light-hall, 909.
- SCHOOL MUNICIPALITIES :—** Application to erect in :—Village of Saint Alban, 907 ; Saint Cajetan de Potton, 909.
- APPOINTMENTS :—** Inspector of mutual benefit society :—J. A. Mercier, 899.
Justice of the peace :—Montreal, 899.
Sheriff :—District of Kamouraska, 899.
Trustee and school commissioner :—Melbourne, 900 ; Sainte Adélaïde de Pabos, 900.
- PROCLAMATION :—** Parliament convoked *pro forma*, 907 ; Civil erection, parish Saint Rémi, 904 ; Arbor day, 900 ; Terms changed, county of Bellechasse, 902 ; Terms changed, county of Maskinongé, 903 ; Term of the Court of Queen Bench, county of Beauce, 901 ; Term of the Court of Queen Bench, Three Rivers, 902 ; Transfer of registration office, from Buckingham to Papineauville, 905.

RÈGLES DE COUR :—Pin vs Desmarais, 926 ; Pin vs Desmarais, 926.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Bédard vs Johnson, 917 ; Bergevin vs Langlois, 918 ; Brière vs Marcotte, 916 ; Brisson vs Beaudet, 918 ; Desautels vs Jacob, 916 ; Dozois vs Grégoire, 916 ; Ducharme vs Lamothe, 916 ; England vs Guillet, 916 ; Forget vs Fleurent, 915 ; Gagné vs Saucier, 916 ; Godin vs St-Germain, 915 ; Laflamme vs Talbot, 917 ; Lavallée vs Latraverse, 917 ; Lavigne vs Valiquette, 918 ; Lavoie vs Thibaudeau, 918 ; Lemaire vs Lemonde, 917 ; L'Hébreux vs Jalbert, 918 ; Lloyd vs Lambe, 915 ; Moreau vs Manceau, 917 ; Normandin vs Martin, 917 ; Sears vs Ray, 918.

TARIF DES PÉAGES :—The Coulonge and Crow River Boom Coy, 908.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Berresford, 910 ; Lytton, 910 ; Robertson, 910 ; Spaulding, 909 ; Turgeon, 910 ; Watford, 911 ; Wexford, 909.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Gauthier *et ux* vs Gauthier, 928.

BEAUHARNOIS :—Defaillette *et al* vs Colpron, 929.

BEDFORD :—Fournier vs Methé, 930 ; Gouin *et al* vs Lefeuntun, 929.

CHICOUTIMI :—Brassard vs Ratté, 930.

IBERVILLE :—Dme Lamoureux *et vir* vs Fournier, 932 ; Dme Roe vs Dme Lamare, 931 ; Earle vs La Cie des Faïenceries du Canada, 931.

JOLIETTE :—Dme Kitson *et vir* vs Masse, 933 ; St. André, failli, 933 ; Tellier vs Dme Marcotte, 933.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Michaud, 934 ; Richard vs Levesque, 935.

MONTREAL :—Beaubien vs Crawford, 940 ; Dme Goedike vs Propriétaires inconnus, 937 ; Garand *et al* vs Auchair, 939 ; Green *et al* vs Guerin, 938 ; Hamilton vs Guerin, 936 ; La Banque de St. Jean vs Mailhot, 935 ; La cité de Sainte-Cunégonde de Montréal vs Guerin, 938 ; Lefebvre & Cie, faillis, 941 ; Pallascio, failli, 940 ; Simpson vs Dme Hayes *et al*, 941 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Mandeville *et al*, 937.

OTTAWA :—Dme Bourassa vs Chauvin, 945.

QUEBEC :—Coulombe vs Blais, 946 ; Dme Lambert vs Masse, 946 ; La cité de Québec vs Lemieux, 947 ; Smith vs Dme Cadorette, 946.

RIMOUSKI :—D'anjou vs Jean, 947 ; The Chinic Hardward Coy vs Gagné, 948.

SAINT HYACINTHE :—Loiselle vs Chéné, 949 ; Rainville vs Chéné, 948 ; Sicard vs Dme Desmarais, 948.

TERREBONNE :—Hutchins *et al* vs Lacroix *et al*, 949.

TROIS-RIVIÈRES :—Bineau vs Bineau, 951 ; Bourgouin vs Garon *et al*, 951 ; Frost *et al* vs Trudel, 950 ; Gagnon vs Leclerc, 950.

RULE OF COURT :—Pin vs Desmarais, 926 ; Pin vs Desmarais, 926.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Bédard vs Johnson, 917 ; Bergevin vs Langlois, 918 ; Brière vs Marcotte, 916 ; Brisson vs Beaudet, 918 ; Desautels vs Jacob, 916 ; Dozois vs Grégoire, 916 ; Ducharme vs Lamothe, 916 ; England vs Guillet, 916 ; Forget vs Fleurent, 915 ; Gagné vs Saucier, 916 ; Godin vs St. Germain, 915 ; Laflamme vs Talbot, 917 ; Lavallée vs Latraverse, 917 ; Lavigne vs Valiquette, 918 ; Lavoie vs Thibaudeau, 918 ; Lemaire vs Lemonde, 917 ; L'Hébreux vs Jalbert, 918 ; Lloyd vs Lambe, 915 ; Moreau vs Manceau, 917 ; Normandin vs Martin, 917 ; Sears vs Ray, 918.

TARIFF OF TOLLS :—The Coulonge and Crow River Boom Coy, 908.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Berresford, 910 ; Lytton, 910 ; Robertson, 910 ; Spaulding, 909 ; Turgeon, 910 ; Watford, 911 ; Wexford, 909.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Gauthier *et ux* vs Gauthier, 928.

BEAUHARNOIS :—Defaillette *et al* vs Colpron, 929.

BEDFORD :—Fournier vs Methé, 930 ; Gouin *et al* vs Lefeuntun, 929.

CHICOUTIMI :—Brassard vs Ratté, 930.

IBERVILLE :—Dme Lamoureux *et vir* vs Fournier, 932 ; Dme Roe vs Dme Lamare, 931 ; Earle vs The Canada Stone Chinaware Coy, 931.

JOLIETTE :—Dme Kitson *et vir* vs Masse, 933 ; St. André, Insolvent, 933 ; Tellier vs Dme Marcotte, 933.

KAMOURASKA :—Pelletier vs Michaud, 934 ; Richard vs Levesque, 935.

MONTREAL :—Beaubien vs Crawford *et al*, 940 ; Dme Goedike vs Unknown proprietors, 937 ; Garand *et al* vs Auchair, 939 ; Green *et al* vs Guerin, 938 ; Hamilton vs Guerin, 936 ; La Banque de St. Jean vs Mailhot, 935 ; The city of Sainte-Cunégonde of Montreal vs Guerin, 938 ; Lefebvre & Co, insolvents, 941 ; Pallascio, insolvent, 940 ; Simpson vs Dme Hayes *et al*, 941 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Mandeville *et al*, 937.

OTTAWA :—Dme Bourassa vs Chauvin, 945.

QUEBEC :—Coulombe vs Blais, 946 ; Dme Lambert vs Masse, 946 ; The city of Quebec vs Lemieux, 947 ; Smith vs Dme Cadorette, 946.

RIMOUSKI :—Danjou vs Jean, 947 ; The Chinic Hardward Coy vs Gagné, 948.

SAINT HYACINTHE :—Loiselle vs Chéné, 949 ; Rainville vs Chéné, 949 ; Sicard vs Dme Desmarais, 948.

TERREBONNE :—Hutchins *et al* vs Lacroix *et al*, 949.

THREE RIVERS :—Bineau vs Bineau, 951 ; Bourgouin vs Garon *et al*, 951 ; Frost *et al* vs Trudel, 950 ; Gagnon vs Leclerc, 950.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellence Majesté la Reine.

QUEBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to Her Most Excellent Majesty the Queen.

